

Entretien avec Bella et Roger Belbéoch
3 novembre 2006, Paris

Entretien réalisé et transcrit par Sezin Topçu
Durée totale: 4h38min

BB: Est-ce qu'on peut dire des choses déjà sur ce que vous avez écrit [de votre papier]?

ST: Oui, bien sûr.

RB: Déjà, la première phrase. « Le nucléaire est sans doute l'un des domaines scientifico-techniques où les controverses furent parmi les plus passionnées tout au long de la deuxième moitié du siècle dernier »... ça ce n'est pas vrai. Il n'y a pas de contestation en 45, tout le monde était pour.

ST: Oui, j'entends plutôt la période d'après 50, avec le mouvement de la Paix etc..

RB: Oui d'accord mais il y a quelque chose, si vous voulez, qui n'est pas évidente dans les analyses nucléaires, c'est la période 45-46. Hiroshima, Le Monde a titré «révolution scientifique ». C'était bien claire. Et quand on lit les textes, les journaux, les livres qui ont été publiés en 1945, en 46, la conclusion c'est: plus la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki a été importante, plus cela prouve que les scientifiques qui disaient qu'il y avait de l'énergie importante dans la matière avaient raison. Autrement dit, c'était ça les conséquences...c'est-à-dire qu'il n'y a aucun scientifique qui a contesté ça.

ST: C'est vrai que même les enquêtes d'opinion publique qui ont été réalisées à chaud à ce moment-là montrent que...

RB: Il n'y a pas d'enquête publique à cette époque-là, je n'en ai vu aucune dans les journaux.

ST: Si, il y a Jean-François Picard qui a recueilli les enquêtes entre 1945 et 70, si je ne me trompe pas, c'était ça.

RB: Moi j'ai vu tous les journaux nationaux en 45 et 46 et...

ST: Je vais re-regarder et vous le dirai plus précisément.

RB: La seule contestation publique, et encore qu'elle est contestable, c'est celle de Camus, dans Combat. D'ailleurs Camus n'a pas signé son article, c'était sous un pseudonyme. Et sa critique était surtout qu'il était mal sain d'utiliser le massacre pour justifier les valeurs du progrès. C'était ça.

ST: C'était dans quelle année?

RB: 48, non 45 pardon, le lendemain d'Hiroshima. Et le lendemain de l'article non signé de Camus, il y a eu un article dont je ne me souviens plus le nom dans Combat critiquant des gens qui étaient contre le progrès, contre la façon dont on interprétait Hiroshima. C'est pour vous dire que Hiroshima a fait l'unanimité dans le milieu scientifique. Il y a juste eu une curiosité, il y a eu beaucoup de séances publiques où il y avait des scientifiques, en particulier Joliot, qui annonçait que l'énergie peut être gratuite et abondante. Irène, sa femme, était dans la salle mais elle n'a jamais été dans une tribune.

BB: Si on insiste là-dessous c'est parce qu'il se trouve qu'il y a eu dans l'inconscient collectif une ré-écriture de cette histoire à partir du moment où...disons l'appel de Stockholm. Et tous les gens qui sont de bonne foi sont convaincus qu'il ont toujours été contre la bombe atomique, contre les bombardements. Et c'est faux. C'est vraiment une ré-écriture de l'histoire. Ils ont ignoré qu'ils ont été d'accord parce que ça allait finir la guerre et surtout parce que c'était le progrès.

RB: En plus, « révolution scientifique », c'est un terme malpropre parce qu'il n'y a pas eu de révolution scientifique à ce moment-là. La bombe explosait mais l'explosion de la bombe, la preuve en était faite en 39 déjà...les travaux de Joliot. Donc il n'y a pas eu de révolution, il y a simplement eu au niveau des applications scientifiques une brutale montée. On l'a retrouvé d'ailleurs dans tous les domaines scientifiques où on passe d'une recherche scientifique localisée avec deux trois personnes d'un petit laboratoire universitaire à des gros laboratoires comme le CEA, le CNRS etc. Sans signaler d'ailleurs que le CNRS était une création de Pétain. En 36, Irène Joliot crée le CNRS pour la recherche fondamentale. Il y avait un équivalent CNRS pour la technique mais c'était séparé. Pétain a vu l'importance de la jonction de ces deux éléments en un seul organisme.

ST: J'entends bien votre critique concernant 45-50. Il y a d'autres historiens qui sont plus focalisés sur cette période...

RB: Moi je dis que les Français se sont rendus compte du danger de la bombe quand ils se sont rendus compte que les blancs pouvaient aussi recevoir la bombe. Par contre, de dire que Joliot était un pacifiste, c'est faux. Parce que Joliot en 39 avait un projet de bombe qui était financé par le ministère des armées. XXX...et il avait prévu de la faire exploser en Algérie bien sûr. Et la déclaration de Joliot qui a permis au CEA de le sortir du CEA, ça n'est pas une déclaration contre la bombe. Il a dit je ne ferai pas de bombes contre l'Union Soviétique. C'est tout à fait différent. Il y a aussi une autre chose qui est complètement escamotée pourtant elle est ancienne celle-là, c'est de dire que le CEA a des vocations pacifiques. Ça c'est faux parce que dans l'ordonnance il est bien marqué...la bombe. Et quand le CEA a commencé à faire la bombe, il y a eu des protestations, par exemple Kowarski..

ST: Ce qui est vrai c'est que pendant longtemps, les chercheurs du CEA étaient quand-même tenus à l'écart de la bombe, au moins jusqu'en 55.

RB: Ce n'est pas évident.

ST: Au moins dans leur souvenir.

BB: Ah oui, dans leur souvenir.

RB: Le problème c'est que la bombe nécessitait le plutonium, et le plutonium devait se faire à partir des réacteurs graphite-gaz. Et le problème qu'il y avait c'est qu'il fallait avoir du graphite très pur. Donc il y avait toute une technologie, si vous voulez, nécessaire pour mettre en place ce genre de réacteurs, qui était à la fois...ça pouvait être civile, ça pouvait être un réacteur graphite-gaz, XXX, ou ça pouvait être destiné à la bombe. Donc il y a eu cette confusion là pendant longtemps. Par contre, il y a quand-même un fait assez curieux et je ne crois pas que beaucoup de gens l'aient signalé. Le premier réacteur qu'on a fait, c'est la Zoé, à Fontenay. Et bon, les erreurs qu'on fait c'est que Joliot a fait le réacteur etc. Ce n'est pas vrai. Kowarski a fait la Zoé à partir d'une copie d'un réacteur canadien qu'il avait fait pendant la guerre. Et une des premières activités de Zoé, quand on a déchargé le combustible de Zoé, ça a été de l'envoyer au Boucher où un atelier spécial pour la

purification de plutonium avait été préparé. Donc il y avait dans les intentions de Zoé de fabriquer quelques milligrammes de plutonium qui devait servir à faire des études physico-chimiques de plutonium. Et à cette époque-là, le plutonium n'avait qu'une utilisation, la bombe. Donc il y avait déjà dans la mentalité des dirigeants...Il est possible qu'il y ait des scientifiques complètement nuls pour ne pas se rendre compte de ce qui se passait...

BB: Non, mais pas seulement ça. Il se trouve qu'on a fait tous les deux un stage à Chatillon pendant cette période, puisqu'on était à l'Ecole de Physique et Chimie, en 49-50. Et on a été, nous, on a été enthousiasmés puisqu'il y avait une atmosphère conviviale, les gens qui travaillaient très très dur mais en fait c'était pour la mise au point effectivement de tous les composés du graphite, du plutonium tout ça. Mais parmi les scientifiques qu'on a connu, ce n'était pas du tout ça.

RB: D'autant plus que les organismes qui étaient chargés de faire la bombe étaient complètement nuls. Moi, j'en ai connu parce que j'ai fait une partie de mon service militaire dans le groupement Y (?), qui était le groupement des militaires qui étaient chargés de la bombe. Ils étaient à Aubervilliers et ils étaient vraiment d'une nullité intégrale. La première chose qu'on m'a demandé de faire quand je suis arrivé, ça a été d'aller chercher dans les archives secrètes un dossier, qui était un texte de la revue *Science et Vie* dans lequel il y avait l'épaisseur de blindage entre les rayonnements qui étaient mis en inches. Et on m'a demandé de le transformer en centimètres. Vous voyez.[rires]

ST: [rires] C'était quelle année?

RB: C'était en....52.

ST: Donc pendant deux ans?

RB: Non non non, j'ai fait un an de service militaire, j'ai fait quelques mois chez les militaires, j'étais détaché de... comme beaucoup d'élèves de l'Ecole de Physique et de Chimie, on avait une combine pour se faire détacher, pour ne pas rester là avec les militaires. Et après, j'ai été détaché au CEA, chez Berthelot.

ST: Je connais un peu votre parcours, donc vous étiez tous les deux à l'Ecole de Physique et de Chimie. Comment êtes-vous entrés dans cette école? Avez-vous toujours voulu être physicien, être scientifique?

BB: C'est compliqué. Disons, pour moi, j'ai beaucoup hésité, j'aurais bien aimé faire de l'histoire. Mais bon, finalement, il est possible, je dis bien il est possible que, autant je me souviens, que le bombardement d'Hiroshima et Nagasaki, il y avait des articles de vulgarisation dans tous les journaux, en particulier dans *l'Humanité*. Et je me demande si ce n'est pas de là, et j'ai même un aperçu à peu près sûr, que j'ai eu envie de faire de la physique.

ST: Ah oui, en lisant...

BB: C'est-à-dire que les articles de vulgarisation...bon j'étais bonne en mathématiques, bon j'avais une scolarité assez, disons, à cause de la guerre, un peu discontinue. J'étais à Paris, après je suis allée en Province, bon. Mais le fait aussi que l'Ecole de Physique et Chimie était la seule école pointue, il fallait rentrer par concours mais il fallait...

RB: Disons que c'était une petite école parmi les grandes écoles. Si on prend la hiérarchie, il y avait Normale Supérieure, les Ponts, les Mines, et en dessous, il y avait un certain nombre d'écoles, il y

avait ELEC, Ecole de Physique et Chimie, Chimie – il y a une école de Chimie aussi à Paris. C'était une grande école mais d'un niveau un peu plus bas qui permettait...c'est évident que, bon, en 45, j'avais dix-sept ans, j'étais bon en math, en physique etc. Les mathématiques ne faisaient pas...on ne parlait pas des mathématiques, on ne parlait que de la physique. Et la physique, c'était la radioactivité. Tout tournait autour de l'atome etc.

ST: Vous entendiez parler de Marie Curie, de Joliot etc.

RB: Oui, mais pas uniquement. Il y avait beaucoup de livres de vulgarisation, Marcel Boll, « L'Atome » par exemple. Et entrant dans les cours préparatoires de grandes écoles, pour Polytechnique, je prépare un certain nombre de concours, non pas Normale Sup parce que Normale Sup, je trouvais que c'était hors de mes moyens. Mais les Polytechniques, les Mines, les Ponts etc. Et bon, je ne suis pas prise. Et on m'a prévenu. Une élève à côté de moi m'avait dit que être reçu dans ces écoles au bout de deux ans après le Bac, c'est très rare, il faut préparer trois ans. Donc je m'étais préparé à l'échec et j'avais dit qu'il y a une école qui n'est pas mal...parce que quand on n'est pas trop mauvais mais pas assez bon pour la Polytechnique...

ST: C'est maintenant avec modestie que vous parlez.

RB: Non non pas du tout. Je n'ai pas voulu redoubler.

BB: Il fallait envisager de gagner sa croûte aussi, tu venais d'un milieu populaire.

RB: Oui, mon père était ouvrier. Donc...

ST: Vous étiez donc à la même promotion?

BB: Oui oui.

ST: Donc c'est là-bas que vous vous êtes rencontrés? Et l'école dure quatre ans?

BB: Quatre ans. On est les premiers à faire quatre ans. Avant c'était trois ans.

ST: Donc entre 45 et 49.

BB: Non non, d'octobre 48 jusqu'en 52.

ST: Et là-bas, vous avez travaillé avec quels professeurs?

RB: Oh, il n'y avait pas trop de monde connu. La seule chose qui était caractéristique de cette école c'était que la moitié du temps passait au laboratoire.

ST: Et là, la spécialité était la radioactivité?

BB: Non non non..

RB: C'était très général et pratique, parce qu'on apprenait des choses sur le moteur etc., ce qui ne faisait plus partie de la physique moderne. Il y avait un mélange, à la fois de la mécanique quantique et les moteurs, la chute d'eau...c'est assez curieux comme enseignement.

BB: On faisait l'atelier, on apprenait à limer, on faisait le soufflage.

RB: Avec le verre. C'était très concret comme enseignement. La plupart du temps c'était le cours le matin et l'après midi le travail pratique. Et au bout d'un an et demi, on était une quarantaine. Petite promotion qui permettait des contacts sympathiques. Et puis au bout d'un an et demi, il y avait une coupure en deux, on choisissait soit la physique, soit la chimie. On avait en commun certains cours fondamentaux, et après, des cours où il y avait des spécialités.

ST: Donc vous, vous avez choisi la...?

BB: La physique. Et à la quatrième année, c'était un peu, à l'époque, pour la première fois. Il fallait qu'on fabrique un microscope électronique.

RB: L'école avait beaucoup de matériels. Parce que pour des choses au niveau pratiques, ils étaient très en relation avec l'industrie. Donc ils récupéraient des vieux appareils. En plus, ce qui était assez étonnant, c'est qu'on pouvait casser les matériels ! Quand on travaillait on n'avait pas à se préoccuper si on cassait ou pas. Parce que si on s'en préoccupe, on casse et on ne fait rien. Il y avait une très grande liberté de manoeuvre, ce qui était assez étonnant. Parce qu'à la Faculté, ils étaient très pris de leurs sous (?), il ne fallait rien casser, ne pas cracher le matériel...tandis que là on pouvait travailler comme on pouvait travailler dans l'industrie quoi.

BB: Au niveau expérimental, c'était une très bonne préparation. Au niveau théorique, bon, c'était moins bien dans la mesure où la mécanique quantique, ça a été des conférences. La chimie analytique c'était ultra moderne. C'était par Professeur Charon (?). Ceux qui aimaient la chimie organique, le professeur était très occupé, Dufrèse (?). Parmi les rares professeurs connus, il y avait le professeur Viarque (?) qui était un minéralogiste. C'était des professeurs venant de l'industrie en général.

RB: Il y en avait un qui était patron de l'ONERA. Il était absolument intégral et il était chahuté comme pas possible. Lui, il travaillait à l'ONERA et on m'a présenté au patron. La première chose qu'il m'a dit "Voyez où vous étiez...dans l'amphithéâtre". [rires]. Mais bon...Par contre, il y avait une chose qui était assez intéressante quand on s'est rendu compte après coup. Je pense que c'était en quatrième année, donc en 51 et 52. On avait un cours d'anglais. Et dans ce cours d'anglais, le prof avait choisi un livre de John Hersey, Hiroshima. Le premier livre de journaliste sur Hiroshima qui était publié en 45-46. Et ce qui est curieux, c'est que ça ne nous a absolument pas frappé du tout. Indifférence absolue.

ST: Vous voulez dire que vous avez eu une lecture et...

RB: Comme si ça avait été n'importe quel genre de littérature. Et le prof ne nous a jamais fait de remarques en disant « comment ça se fait que vous ne réfléchissez pas sur le sujet » quoi. Bien des années après, on s'est dit, bon saint, on a lu ce livre !

ST: C'est un livre très critique?

RB: Non c'est un livre descriptif.

BB: Mais horrible.

RB: Et pour nous, le héros dans cette période là, c'était Joliot le pacifiste, qui, en 1950, s'est fait

éjecté du CEA. Je me souviens, quand il a fait son cours au Collège de France, l'amphi était envahie par les jeunes.

ST: Vous y étiez?

BB: Oui, on a "séché", comme on dit, le cours à l'Ecole de Physique et de Chimie pour pouvoir assister au cours de Joliot.

RB: Et bien longtemps après, je découvre que Joliot, le lendemain d'Hiroshima, était interviewé par l'AFP et le journaliste de l'AFP lui demande, "Professeur, qu'est-ce que vous pensez d'Hiroshima?". Je dis ça de mémoire, [Joliot dit] "Les Américains ont fait un travail extrêmement important sur la bombe mais il ne faut pas oublier que les bombes sont couvertes par un brevet français". Quand j'ai lu ça, ça m'a fait un coup sur la tête. C'était dans *le Figaro*, un ou deux jours après Hiroshima. Effectivement, les brevets Joliot, il y en a deux sur l'amélioration des explosifs nucléaires. C'est pour montrer toute l'ambiguïté de cette période.

ST: Et après vous entrez au CEA?

BB: C'est moi. Parce qu'à la sortie de l'Ecole, je voulais absolument entrer au CEA parce que j'étais impressionnée des cours de Professeur Berthelot qui dirigeait un service à Saclay. Il n'y avait pas d'embauche. Et donc, j'ai décidé de faire une thèse sur la diffusion optisane (?) des rayons X par la matière. Voilà donc, j'ai fait une thèse d'ingénieur-docteur. Parce que je ne voulais pas passer par des certificats. Je n'avais que math géné et physique géné. Il aurait fallu que je fasse un autre certificat et on s'est marié. Et donc j'ai travaillé au CNAM jusqu'en 1956. J'ai travaillé sur deux sujets. Le premier c'était sur les zones de Guinier-Preston (?) parce que mon professeur c'était le Professeur Guinier, qui a terminé à l'Académie des Sciences. Et après j'ai travaillé sur la structure de polyéthylènes. Ce sont des méthodes très particulières des rayons X où il faut un rayonnement très monochromatique. Bon c'est assez compliqué à expliquer. Ce qui intéresse, ce sont les défauts dans les structures et c'est la structure à grande échelle qui compte, ce n'est pas la structure atomique. Et donc après, je suis entrée au CEA.

ST: En 56?

BB: Oui. Et je n'avais pas rédigé la thèse parce que j'ai eu un enfant en entre-temps. Je l'ai rédigé en même temps à Saclay après avoir eu un accident de travail.

ST: J'aimerais bien parler davantage de cet accident. D'abord, vous êtes entrée au service de physique et de chimie du CEA, c'est ça?

BB: Dans le département de métallurgie, ça s'appelait le MCA, Métallurgie et Chimie Appliquées. Déjà pendant les quatre ans de travail et de recherche au laboratoire de M. Guinier, c'était des conditions de travail qui n'étaient pas correctes. C'est-à-dire qu'à partir du moment où il fallait travailler sur les monochromateurs, c'est-à-dire qu'au lieu d'avoir toutes les longueurs d'onde, il fallait régler l'appareil pour avoir un rayonnement et on réglait ça avec la main. Il fallait les prendre non seulement sur la main mais aussi sur le visage. C'est-à-dire que j'avais une formule sanguine qui était toujours entre 3 million et 3 million 5, toujours un peu en dessous. J'avais des troubles de règles.

ST: Déjà pendant la thèse.

BB: Oui oui. Et puis des picotements à la figure et au bout des doigts. La technicienne, elle, qui travaillait dans le laboratoire, elle avait déjà une radiodermite. Pendant que j'étais là. Donc je savais que la radiodermite, ça existait. Il suffisait qu'un doigt prenne, ça fait un saut direct vers XXX.

ST: Vous ne mettiez pas des gants?

BB: Ce n'est pas possible. C'est des petites XXX qu'il fallait régler. Alors au CEA, je suis entrée...quand j'ai passé l'entretien, je n'étais pas enceinte. Comme ça a traîné, quand je suis entrée, j'étais enceinte.

ST: C'était à cause des mesures d'embauche?

RB: Non, l'administration.

BB: En fait, on peut le dire, on n'a pas à le cacher, on était communiste, on était même très communiste. Mais on n'était plus à cette époque là.

ST: Et comment ça se fait que vous étiez embauchés?

BB: Lui, il n'a pas été embauché.

RB: Moi je n'ai pas été embauché. A la suite de mon séjour pendant l'armée, j'ai fait une demande pour rester en service. Et on a pu l'apprendre en fouillant mon bureau, j'avais *l'Humanité* et tout ça. Bon, tout le monde était d'accord pour que je sois embauché et un jour j'ai reçu une lettre de M. Berthelot, le patron, disant qu'on ne pouvait pas m'embaucher. Il ne donnait pas de raison. Il ne tenait pas à avoir une demande d'embauche pour quelqu'un qui avait été refusé par la police. Ça aurait été malsain pour lui donc il a préféré de...

BB: Moi j'ai eu l'enquête et l'enquête s'est bien passée parce que je suis tombée sur quelqu'un qui avait dans son jardin dans les Pyrénées – vous savez il y a des choses dont on peut écrire des romans- ce type, c'est un Louis de Funès je pense [rires]. Parce qu'il avait dans son jardin dans les Pyrénées des fibres de crysotiles. Si il savait combien ça a donné de mort - maintenant on parle de l'amiante - il n'aurait pas été aussi fier. Mais quand il a su que je faisais des rayons X, il m'a dit "Est-ce que vous savez ce que c'est que le crysotile?". J'ai dit "Oui, bien sûr". Je venais de faire, j'avais fait un diagramme de diffusion, ce sont des fibres, à partir du moment où c'est des fibres, il y a une organisation à grande distance, donc j'avais fait un cliché de diffusion centrale que je connaissais. Et je lui l'ai décrit. Alors il était tout content. Il dit "Et où est-ce qu'on trouve le crysotile?". J'ai dit "Au Madagascar, en Afrique du Nord...". Il dit "Vous ne savez pas, il y en a dans mon jardin". C'était un enquêteur, il voulait savoir. Il a posé la question parce que c'était tellement spécial, et là il tombe sur quelqu'un qui vient de l'analyser. C'était vraiment...Après il a rempli le questionnaire en disant "Bien sûr, vous n'êtes pas communiste", bien sûr ceci cela. Il me demande quelles associations. J'ai dit les parents d'élèves du Collège... je ne sais plus, les Anciens Élèves de la Société de la Minéarologie...voilà. C'est comme ça que j'étais embauchée.

ST: Mais vous n'aviez pas votre carte d'adhésion au PC à l'époque?

BB: Quand il y a eu le rapport Kroutchev, en 55, ça a été fini pour nous, ça a été vraiment la grande désillusion. Mais je ne voulais pas...Pour moi c'était très important que ce ne soit pas la raison, que j'avais quitté le PCF pour rentrer au CEA. C'était une question, non pas de dignité mais comment dirais-je, d'amour propre. C'était fini. Pour nous, ça a été vraiment un traumatisme parce qu'on y

croyait beaucoup, au lendemain qui chantent et tout ça.

ST: Vous avez dit que vous étiez très communiste avant. C'était donc pendant votre vie d'étudiant?

BB: Pour moi c'était avant.

RB: Pour moi c'était plus tard.

BB: Moi, en 1944, j'ai fait partie du Comité des Femmes Françaises, j'avais 16 ans. Bon, disons que j'étais un petit peu impliquée dans la Résistance mais bon j'ai toujours considéré que ce n'était pas grande chose dans la mesure où je n'ai pas fait partie d'un acquis ou je n'ai pas resté XXX. Mais bon. Et puis après, c'était la promotion vers la victoire. Disons que j'ai même fait partie du Comité de Libération de la fameuse Commune en tant que représentante des femmes françaises. Ça n'a pas duré longtemps, j'avais 16 ans. Après, c'était normal qu'on aille dans la Jeunesse Républicaine de la France qui était le mouvement extrêmement large créé par le PCF pour la jeunesse. Après, on a fait partie de la cellule du quartier où on habitait. Avant on habitait dans le 10ème et puis dans le 4ème. Voilà, c'est ça. En 1956, il y a eu une conférence de section où finalement c'était vraiment le 20ème congrès du PCF. C'était quand-même la chose la plus importante mais il n'y avait pas de discussions possibles au sein des communistes français. Voyez, j'étais quand-même restée proche de la CGT par exemple, même après 1956. C'est comme si on avait passé la barrière dans le camp des ouvriers.

RB: C'était quasiment le seul parti important qui défendait les ouvriers. En 1957 par exemple, il y a eu beaucoup de mouvements de grèves très dures.

ST: Vous aviez participé à ces grèves?

RB: Moi j'étais étudiant, j'étais au lycée à l'époque. On me dit un jour, « Il y a une usine en grève, est-ce que tu veux venir pour nous aider? ». J'ai dit bien sûr, mon père était ouvrier. C'est surtout cette marge (?) du mouvement ouvrier qui faisait que le Parti était important pour moi. Mais je ne me souviens pas à cette époque de la moindre discussion sur le nucléaire.

BB: Jamais.

RB: Je me souviens, il y avait quand-même eu une conférence de Jean-Pierre Vigier, qui était du Parti aussi, une conférence sur les intellectuels scientifiques, je ne me souviens plus très bien d'ailleurs.

BB: Disons qu'on n'a pas eu de questionnements sur la science, je dirais, avant 1968. Et même pendant tous les événements qui ont eu lieu à Saclay que vous connaissez probablement, la question de la science n'a jamais été posée, la question de la sécurité au travail n'a jamais été posée. On a fait des tas de réunions, on a fait des Soviets à Saclay, on n'a jamais été au service médical pour voir les dossiers médicaux des personnes qui avaient eu des problèmes. C'est pour ça que je ne suis pas d'accord avec ça [article de S. Topçu], ce n'est pas les physiciens qui ont posé le problème de la science, c'est les mathématiciens ! Et c'est Grothendieck qui premier a soulevé le problème. Enfin quelques noms... et nous, nous avons commencé à réfléchir à ça.

ST: C'est plutôt par la poussée de Grothendieck et du mouvement *Survivre* en fait?

RB: *Survivre et Vivre*. Ça s'appelait *Survivre* au départ. C'est un mouvement international contre la bombe au départ et Grothendieck s'est rendu compte que effectivement c'était beaucoup plus

général, et qu'il fallait survivre mais aussi vivre. C'est là que le nucléaire civil s'est introduit et s'est mélangé avec le nucléaire militaire.

ST: Vous connaissiez personnellement Alexandre Grothendieck?

RB: Oui oui, moi j'ai participé à *Survivre et Vivre* pendant plusieurs années. J'ai écrit des articles dans la revue.

ST: Mais non signés, je crois.

RB: On ne signait pas. Sauf le dernier numéro, c'était une analyse de l'écologie politique en 74 et 75.

BB: T'as aussi écrit un article.

RB: C'était dans *Impascience*.

BB: Donc c'est d'abord *Survivre et Vivre*.

RB: Grothendieck, il a quitté le haut niveau. C'était quand-même un personnage important des mathématiques, bon il était écoeuré des milieux des mathématiciens, du Collège de France. Donc il est parti enseigner à Montpellier, dans le secondaire ou bien dans la première classe de l'Université. Mais dans le groupe *Survivre et Vivre*, il y avait pas mal de gens. On se rencontrait souvent. Et c'était des gens très connus. Il y avait un type comme Daniel Sibony par exemple, Sibony lacanien, il était mathématicien, il est devenu psychanalyste. Il y avait Donny Guedj par exemple, qui a écrit pas mal d'articles dans *le Libération*, qui a fait des bouquins, qui a fait des films etc.

BB: Il y avait Malrieux.

RB: Malrieux, il a disparu. Mais tous ces gens là, quand ils parlent de leur passé, ils escamotent complètement leur passé *Survivre et Vivre*, comme si c'était une tâche. C'est curieux. Pierre Samuel y était aussi. Mais lui c'était viril.

ST: Pourquoi?

RB: Parce qu'il était plutôt: il ne fallait pas être trop méchant avec les socialistes, il fallait respecter la démocratie etc. etc. Et on a fait un numéro avec des panneaux, c'était au moment des élections, je ne sais plus quelles élections, élections de Pierre Jacob (?)...Donc ça l'a certainement choqué, il a été choqué et il a décidé de partir.[c'est le numéro 15, janv-fév1973]

ST: C'était avant qu'il entre aux Amis de la Terre ?

RB: Non il y était déjà. Le problème qu'il y a, c'est que tous ces numéros de *Survivre* que j'ai, je n'ai pas de dates dessus.

ST: Comment est-ce que vous avez rencontré donc A. Grothendieck?

RB: Moi je sortais de l'Ecole, je devais gagner d'argent parce qu'on allait se marier. Je ne me souviens pas, j'ai écrit vingt-trente lettres de demande, pas de réponse etc. Donc un peu compliqué. J'ai resté trois jours dans une boîte d'électronique, après j'ai resté cinq semaines à l'ONERA, après je

suis entré à Thompson pour fabriquer des tubes électroniques pour les radars dans un milieu assez spécial où on parlait de l'efficacité. Il fallait des rendements et la meilleure façon c'était de copier les américains qui étaient très en avance. Il y a eu tout un entraînement à la copie. Comment copier un tube etc. Donc j'ai appris la technologie pratique qui n'a rien à avoir avec ce qu'on nous a enseigné. Et puis au bout de cinq ans, j'en ai eu marre. J'y étais rentré en 53 je crois et puis j'ai quitté en 58.

ST: Pourquoi vous en avez eu marre?

BB: Parce que c'était pour l'armée d'une part et d'autre part, j'avais un très bon rendement, d'autant plus facile que venant du milieu ouvrier, j'avais le langage qu'avaient les ouvriers. Donc j'étais bienvenu, ça permettait d'augmenter l'efficacité des gens sans qu'ils ne s'en rendent compte. C'était assez dégueulasse comme truc. Et puis c'était surtout pour l'armée et je me suis rendu compte que si j'avais cherché un travail dans la spécialité où j'étais, il n'y avait que l'armée. Donc j'ai cherché un truc qui serait moins efficace, ou pas efficace. L'Université était évidemment la meilleure. Donc je suis rentré au Laboratoire d'Accélérateurs Linéaires d'Orsay qui dépendait à l'époque du Laboratoire de physique de l'Ecole Normale. Bon, après 68, ça doit être 72-73 plutôt, l'Université d'Orsay avait une très grosse majorité de communistes parmi les enseignants... et un jour, j'ai été contacté (?) par l'équipe de Grothendieck. Il y avait Grothendieck, Donny Guedj et Sibony. Ils ont voulu faire un séminaire, un exposé etc. C'était très long pour obtenir l'autorisation d'un amphi etc. mais ça s'est fait. Il y avait un amphi qui était plein plein et plein, en bloc. Et ils étaient trois. Il y avait Grothendieck qui était en face, et il y avait un de chaque côté qui répondaient. Et les réponses étaient extrêmement violentes et pertinentes. Et ils posaient des tas de questions sur la science, l'armée etc. Et avec un certain nombre de gens, on s'est dit, c'est intéressant comme sujet. C'est quelque chose qui était déjà dans l'air pour nous, il y avait comme quelque chose d'étrange. Là, avec un certain nombre de gens, et des gens de Saclay sont venus aussi, on s'est décidé d'avoir des réunions, une espèce de séminaire commun toutes les semaines pour discuter avec quelqu'un de *Survivre et Vivre* qui venait à Orsay. Bon, chacun racontait ce qu'il faisait, je ne me souviens plus très bien. Mais enfin, ça a commencé à poser des problèmes qu'on ne connaissait pas, certains problèmes dans notre activité.

ST: Il y avait qui d'autre par exemple? Dominique Lalanne?

RB: Lalanne, il n'était pas dans le coup à l'époque. Il est venu après. Il est plus jeune que nous.

ST: Shapira peut-être?

RB: Non non.

ST: Laponche de Saclay?

RB: Non.

ST: Les Sené?

RB: Non, Monique était à Jussieu, Raymond était au Collège de France. On était peut-être une dizaine mais je ne me souviens plus de ces gens là. C'était très varié. Alors après, moi j'ai rejoint *Survivre et Vivre* et on se réunissait chez Grothendieck à Bastille. Il fallait enlever les chaussures et tout ça parce que c'était très zen, végétarien etc. Et parmi les gens actifs autour de Grothendieck, il y avait surtout Pierre Samuel et son fils Laurent. Et après, on s'est réuni à Paris dans plusieurs

endroits successifs. Et c'était des réunions non préparées. Il y avait des gens qui venaient. On discutait selon des questions qui étaient posés, on répondait etc. C'était très varié. Et à ce moment-là, ça s'est un peu bifurqué parce qu'il y a eu une liaison avec le mouvement lycéen, 72-73, contre la loi Debrey. Donc ça s'est orienté vers ça. Bon, c'était assez radical parce que Grothendieck avait fait un scandale en mettant en évidence des fûts fissurés à Saclay.

BB: Je pense que Bernard Laponche, enfin la CFDT les avait invité pour faire une conférence sur pourquoi continuer à faire de la physique ou pourquoi faire de la science. C'est expliqué dans un de numéros de *Survivre et Vivre*.

RB: Peu importe, il y a des photos qui ont été prises à l'intérieur de Saclay et ça a été montré au public. Pour montrer un peu l'esprit radical qu'il y avait, *Science et Vie* était venue nous trouver pour dire "on vous achète les photos". A l'intérieur de Saclay, il y avait des empilements de fûts avec des fissures. On les voyait dans les photos.

ST: Qui avait pris les photos?

BB: Donc à l'époque, il y avait des copains de Saclay qui avait pris les photos. C'était Bernard Gonel, un anar, un technicien...complètement. Il avait pris les photos. Laponche doit être au courant. Et les photos ont été montrées à Grothendieck. Donc ils sont venus à Saclay, Grothendieck, Guedj et Sibony, avec l'intention d'en parler. Mais ça, personne ne savait...que lui. Donc au cours de la conférence, il a dit, « Est-ce que vous savez, vous qui êtes là en train de faire de la recherche, que vous avez devant vos yeux des fûts qui sont fissurés avec de la radioactivité et ça ne vous intéresse pas ». Ça a été vraiment...il y a eu une crash là dessus. Il y a eu appel à Abragam qui est devenu furieux.

ST: Anatole Abragam?

RB: Oui, qui a fini au Collège de France.

BB: C'est un très grand bonhomme, intelligent et tout et tout. Et qui est intervenu en disant que tout ça, ça n'avait rien à voir avec les militaires. Et Grothendieck dit, « Voyez, un éminent scientifique vous dit que finalement la recherche scientifique n'a rien à voir avec le militaire ».

ST: Il y avait beaucoup de monde dans cette conférence?

BB: C'était bourré, dans la grande salle de conférence de Saclay.

ST: Et il y a eu un enregistrement de cette conférence?

RB: Oui, mais je l'ai rendu à quelqu'un qui ne me l'a jamais rendu. Mais c'est pour vous dire que par exemple, vendre ces photos à un journal de vulgarisation scientifique, c'était quelque chose de tout à fait inconcevable.

ST: Et vous en avez fait quoi après?

RB: Les photos sont restées telles qu'elles. Après, Pierre Samuel les a utilisées pour la couverture d'un de ses bouquins. Je ne me souviens plus lequel. Plusieurs années après était arrivé l'incident de... l'affaire de Saint-Auban. Les journalistes avaient mis en évidence qu'il y avait de la radioactivité et que les gens de Saclay balançaient leur déchets radioactifs etc etc. Et les journalistes

sont venus nous interviewer. Ils voulaient avoir les photos, je dis que je n'ai pas de photos. Je leur montre la couverture du livre de Pierre Samuel. Donc je leur montre, ils mettent le machant par terre et puis ils prennent la photo. Et le lendemain ça a paru dans le *Parisien*. Mais assez curieusement, je ne comprenais pas, il y avait une bande sur la photo, c'était le parquet, on s'est bien amusé avec ça. [rires].

ST: [rires] Donc qu'est-ce qui a lancé l'affaire Saint-Aubin? Ce n'était pas la Criirad?

RB: C'est assez compliqué. Je pense que c'est quelqu'un qui l'a dit à Gibenamou (?), un journaliste de *Libération*. Je pense que c'est Jean-Claude Zerbib qui lui a passé l'info. Apparemment Gibenamou ne pouvait pas faire l'article donc il a donné l'information à des collègues de *Parisien* local. Et il leur a prêté un appareil de dosimètre. Le soir, je ne sais pas, c'était peut-être 10h du soir, ils frappent la porte, ils rentrent à la maison pour me poser des questions. Quelle dose ça fait etc. Je demande leurs appareils, ils disent, « Ah on ne peut pas, on l'a rendu » etc. Je leur dis, « Le mieux c'est que vous allez à Saint-Aubin, vous passez sous la barrière, c'est facile » etc., « et puis vous prenez des prélèvements et vous emmenez ça à la CRIIRAD » etc. Ils nous ont dit, « Non on ne peut pas faire ça, c'est une violation domicile ». On a dit, « Oui mais il n'y a personne dans la région et c'est en plein nuit » etc. Bon, c'est tout. Et puis quand on a vu les informations, on a compris qu'ils avaient passé la barrière la nuit. On avait dit, « Vous prenez un sac plastique, vous mettez un bout de terre et vous envoyez ça à la CRIIRAD ».

ST: Donc c'était quels journalistes?

RB: C'était deux journalistes de *Parisien*.

BB: Jacques Hennen, et puis l'autre, je ne sais plus...Ils ont publié et ça a fait un scandale évidemment. Roger a raconté cette histoire dans la *Gazette Nucléaire*.

ST: Et pour revenir aux fûts fissurés à Saclay et à la conférence de Grothendieck, il n'y a pas eu à ce moment-là d'autres journalistes qui avaient voulu venir faire une affaire de cela?

RB: Non non. Je sais que Grothendieck, j'ai suivi avec lui, j'ai assisté à ses réunions...il a fait des réunions dans la région, il n'y avait pas beaucoup de monde sur cette affaire de fûts fissurés. C'est dans le thème que si les physiciens de Saclay sont indifférents à la fissuration des fûts...ça ça posait des gros problèmes parce que si les fûts étaient fissurées, c'est qu'ils n'avaient pas respecté les normes. Par exemple, c'était interdit dans les fûts en béton de mettre des produits végétaux parce qu'avec de l'eau ça gonflait et ça pouvait éclater. Normalement, ils auraient du envoyer ces fûts à la Hague mais ça coûtait cher. Donc, soit ils balançaient les déchets à Saint-Aubin, soit ils les mettaient dans des fûts. Et ils utilisaient les fûts pour faire des murs. C'est pour ça qu'il y a eu toute une collection de fûts fissurés qui se retrouvaient à Saclay, stockés. Alors qu'ils auraient du être évacués depuis longtemps.

BB: Tu le racontais dans un des numéros de *Survivre et Vivre*. Un groupe d'adhérents *Survivre et Vivre*. Il raconte là, au numéro 14, les réunions dans les régions. Tu vois, c'est beaucoup plus vieux que tu penses.

RB: Ce qui est important pour nous, c'est que, si dans un organisme qui n'a pas de problèmes d'argent, si les physiciens-techniciens d'un centre de recherche nucléaire sont absolument indifférents à ce genre de problèmes, qu'est-ce qui se passe quand cette technique arrive dans l'industrie où les questions financières deviennent majeures? C'était ça qu'on voulait mettre en

évidence dans cette affaire là. Et les journalistes ont refusé de parler de cet aspect-là. Si vous voulez, le problème c'était peut-être plus que le danger immédiat, c'était le fait que ça mettait en évidence les nucléocrates, si on peut le dire, par rapport aux problèmes de contamination et aux problèmes de sûreté. C'est une critique assez violente, ça va beaucoup plus loin que l'affaire de fûts. Effectivement, on s'est rendu compte que l'enseignement très poussé qu'on a eu à Physique et Chimie ne nous parlait jamais de dangers.

BB: Sur le benzène on savait tout. Mais jamais du benzolisme, c'est la maladie due au benzène. Sur les rayons X, jamais on ne parlait des dangers de rayonnements. Quand on a fait nous...on a fait notre appareil de rayons X à l'Ecole de Physique et de Chimie, on a fait la radiographie de main, on a regardé avec nos yeux si on voyait les filaments...

RB: Dans l'enseignement il y a eu une séparation entre les propriétés physiques et chimiques et les propriétés biologiques. Quoique....il y avait quand-même des choses. Par exemple dans le laboratoire de chimie, on nous avait dit, quand vous faites quelque chose, mettez des lunettes par ce qu'on ne sait jamais ce qui peut se passer etc. Effectivement, dans le labo, il y avait un type qui a ouvert un flacon, il ne savait pas ce qu'il y avait dedans, ça a explosé et il a perdu un oeil quoi.

ST: Et c'était à Orsay?

RB: Oui, à Orsay. Alors il y a quelques détails comme ça mais la seule chose dont je me souviens qu'on nous a appris à l'Ecole : si vous faites de la chimie, mettez des lunettes. C'est quelque chose qu'on a beaucoup travaillé après. On s'est rendu compte que effectivement les maladies professionnelles étaient confrontées à l'indifférence totale du corps médical, des journalistes, des associations et des syndicats de travailleurs. Les premières interventions sur les maladies professionnelles, c'est les maoïstes qui ont fait ça après 68. Comment ils s'appellent, j'ai oublié. Ils sont descendus, ils ont demandé à travailler avec les ouvriers, prévenir à faire des analyses du sang etc. Ils étaient les premiers à faire ça.

BB: Avec Mireille Becqueux (?) comme toubib?

RB: Je ne sais pas. C'est quelque chose qui nous beaucoup choqué. L'indifférence, je dirais même presque la complicité globale, le comité scientifique, le corps médical, les syndicats, les journalistes et même les associations. Il y avait très peu d'associations qui s'occupaient de ce qu'on pouvait appeler la condition ouvrière.

RB: Dès cette époque là, dès les années 70, nous, on s'est intéressé beaucoup aux problèmes de rayonnements, à l'action de rayonnements. Et on a eu l'occasion d'avoir un article de Goffman et Taplin sur les effets de faibles doses de rayonnements qu'on a traduit. C'est ça qui était à l'origine de tout notre questionnement, qu'on refusait le nucléaire. On est antinucléaire à cause du danger des rayonnements et des faibles doses.

ST: Je voudrais rebondir là-dessus parce que vous rentrez au CEA en 56 et à ce moment-là il y a quand-même la CFDT qui commence à s'installer et à s'occuper des problèmes de sécurité.

BB: En 56? Non.

ST: Mais il y avait le Comité d'Hygiène et Sécurité déjà.

BB: Il y'en avait mais au niveau de syndicats. Alors chaque syndicat a eu une affaire de

rayonnements. La première affaire connue, c'est l'affaire Majoni et c'est la CGT qui a obtenu la maladie professionnelle pour une femme qui a eu une anémie chronique longue. Le deuxième cas que je connais, c'est en 68, Christophe Labbé de la FO qui travaillait dans mon service, dans la section même d'étude de réfractaires (?), qui était reconnu maladie professionnelle.

ST: Qu'est-ce qu'il avait comme problème?

BB: Il a eu un mésothélium en fait. Mais bon, on travaillait sur les produits à la fois non irradiés et irradiés et lui, il faisait, dans son laboratoire... il y avait ces mécaniques sur des petites, ce qu'on appelle les 'éprouvettes', des petits échantillons. C'est sûr qu'il a utilisé de la silice irradiée, de l'oxide-béryllium irradié. Bon, c'est un cancer de poumon particulier qui en général n'est provoqué que par l'amiante mais...

RB: Et à la CFDT, c'est qui?

BB: C'était André Tirallou (?), un très bon copain, il a eu un cancer de poumon alors qu'il ne fumait pas. Mais c'était beaucoup plus tard. C'est là qu'il faut que j'en viens à ce que vous avez écrit et que vous n'avez pas mis. D'une part, on vient de montrer que ce sont les mathématiciens et non les physiciens qui ont commencé en tout cas à critiquer la science. Et puis, après 68, je dirais 70, les informaticiens ont beaucoup réfléchi à la question par exemple du système binaire où il fallait dire ou non. Ils avaient peur que l'informatique ne conduit à une société où ce serait un oui ou non. Il y a eu des réunions chez Maspero, ils publiaient un journal qui s'appelait *Interférence*. Il y a eu toute une époque où il y a eu des tas de journaux qui sont sortis, *Labocontestation*, *Cahier des Labos*, *Tankonalasanté* et tout ça. A un moment donné, il y a eu *Impascience* qui s'est créée. Dans un des numéros d'*Impascience*, il est bien dit, quand JMLL est allé à Erdeven, il est dit, "nous allons prendre le train en marche". Le Comité Régional d'Information sur le nucléaire, tout les groupes bretons, ils se sont mis en place bien avant l'Appel des 400. Et c'est sans que les scientifiques...les scientifiques ils n'y étaient pour rien. Nous, on est allé, on faisait parti d'*Impascience* aussi, on est allé à Erdeven...c'est dans le bulletin du Comité Stop Nogent, on en a parlé...Nous quand on a débarqué à Erdeven, parce qu'il y avait une amie qui avait une maison là-bas, on était très très étonné parce qu'il y avait des gens motivés et qui connaissaient tout. Et ils nous ont sorti l'accident qui avait été vu par le satellite de... *Upardien 10*

RB: C'est un surgénérateur soviétique où le sodium avait brûlé, un nom très compliqué, ils le sortaient comme ça.

ST: C'était des riverains?

RB: Oui oui. C'était des ostéoculteurs, des restaurateurs, un kiné, c'était des gens simples, pas du tout formés à la science.

BB: Pas du tout. Et finalement, il y a eu vraiment un rejet spontané. Ils connaissaient tout.

RB: Dès qu'ils ont vu le rapport d'Ornano de 74 qui indiquait les perspectives nucléaires en France, dès qu'ils ont vu leur nom dessus, les gens se sont spontanément regroupés, sans qu'il y ait eu d'organisation pour les regrouper, voyez. Dès qu'on a appris ça, on est allé les voir.

BB: On était très étonné de leur niveau de connaissances. Ils n'avaient pas besoin d'experts. Ils n'avaient pas besoin de contre-experts. Ils ont pris les informations où ils ont pu les trouver.

RB: Et c'est pareil pour le CCPAH. Le type qui s'occupait du dosimètre, c'était un ancien caissier de banque.

ST: C'est lui qui avait acheté le radiamètre ?

RB: Oui, il l'a réceptionné dans les usines dans la région parisienne et il l'a fait étalonné dans les labos. C'est lui qui était très compétent dans les mesures.

ST: Il s'appelait comment?

RB: Je ne me souviens pas.

BB: Une fois, on était en réunion avec eux. On leur a expliqué qu'il fallait qu'ils prennent ça en main eux-mêmes et que les scientifiques finalement...comme ils n'étaient pas à l'Académie des Sciences, ils avaient besoin d'être reconnus. Et c'était un moyen pour eux de parader de...j'ai l'impression qu'on n'a pas été compris.

RB: Dans beaucoup de réunions, on a été à pas mal de réunions publiques, souvent il y avait une organisatrice ou un organisateur qui parlait des effets de faibles doses.

BB: Mais on ne savait pas beaucoup de choses, vous savez. On avait regardé bien sûr tout tout...on avait écrit et obtenu...le *Physicians for Social Responsibility* nous a envoyé une fascicule. On avait commencé et on a regardé les travaux d'Alice, tout.

RB: Moi je veux revenir à l'Appel des 400. Ce qui nous avait choqué dans cet Appel là,c'est que ça se représentait en somme comme les premiers contestataires de la science.

ST: Vous n'avez pas participé à sa préparation?

BB: Non mais je l'ai signé. J'étais à Saclay.

RB: Moi, je n'ai pas signé. Ce qui me paraissait absolument scandaleux, c'est que dans cet Appel là, les physiciens ne mentionnent pas que des gens se battaient contre le nucléaire avec des arguments tout à fait valables sur la sûreté et les dangers. Les dates des réacteurs français..parmi les réacteurs français qui sont encore en fonctionnement, il y en a huit qui ont été dans le début de construction avant 74, avant l'Appel. Parmi les réacteurs arrêtés, il y en a dix qui sont arrêtés. [En lisant de ses documents] Le premier réacteur mis en construction, G2 Marcoule, 1955. Le nombre de réacteurs mis en construction en 74, 18. Puissance mise en construction avant 74, 9460 mégawatts. Le nombre de réacteurs couplés au réseau avant 74, 11. Donc ce n'était pas négligeable. Puissance couplée au réseau avant 72, 2750 MW. Le nombre de réacteurs commandés avant 74, 28. Le premier réacteur commandé, Marcoule G1, 1954. Autrement dit, quand on arrive à 74, quand d'Ornano fait son rapport, le nucléaire est quand-même assez bien engagé en France. Et quelque chose que les gens ont du mal à voir, c'est que le gouvernement a pris comme prétexte la crise pétrolière de 73 pour lancer un programme gigantesque de réacteurs. Et ensuite, ça s'est couplé à une rupture entre le CEA et EDF. Parce que les gens d'EDF avaient comme problème la rentabilité et les réacteurs les plus efficaces de l'époque, c'était le PWR ou le BWR mais pas du tout le graphite gaz. Par contre le CEA qui était mélangé le nucléaire civil, eux, ils voulaient le graphite-gaz. Et une partie d'opposition au CEA à l'époque, c'est que la France se mettait à la solde des américains.

ST:C'était un des grands motifs de la CFDT.

BB: C'est ça. Il y avait des grandes manifs sur graphite-gaz. A Palaiseau, Alain Moreau dit, « Du graphite et du gaz pour tout le monde ! ». Avec Tchernobyl, on a eu du graphite et du gaz pour tout le monde ! C'était pendant les grèves. On a défilé à Palaiseau. C'est le moment où il y avait des grèves de la faim à Palaiseau. Et je me souviens que ce truc de « Du graphite et du gaz pour tout le monde, ça m'avait choqué. Je ne sais pas dire pourquoi.

ST:C'était qui Alain Moreau?

BB: C'est quelqu'un de la Ligue qui était au CHS, Comité Hygiène et Sécurité. Il nous a fourni des informations de temps en temps, mais pas autant que François Papezyk de la CFDT. Je vous dirai après, quand on a fait le Groupe Information Travail.

RB: [Votre article] ça laisse entendre que le démarrage du nucléaire, c'est 1974 et que les scientifiques réagissent immédiatement. Alors qu'il y avait la *Gueule Ouverte*, *Charlie Hebdo*, Fournier et tout ça. Et un autre moment, alors vous parlez de la Commission Péon, vous dites que ce n'est que des polytechniciens qui sont chargés...Il n'y pas d'industriels.

ST: Oui, il fallait dire majoritairement des polytechniciens.

RB: Et vous dites qu'il fallait convaincre le gouvernement, alors qu'il s'agissait de convaincre les industriels. Si vous lisez les Nucléocrates [de Simonnot], il dit que c'est tous des polytechniciens, la moitié à très haut niveau dans l'industrie et l'autre moitié des fonctionnaires. Il dit d'ailleurs que les origines sociales des groupes sont différentes. Les polytechniciens de l'industrie en général viennent des familles très riches et très haut placés. Et les autres, fonctionnaires, venaient des familles modestes, professeurs etc. Il s'agissait de convaincre les industriels de se lancer dans le programme nucléaire. Non pas en tant que acheteurs parce que c'est EDF qui devait le faire, mais en termes de responsabilités. Là, il faut faire un retour en arrière et passer en 57. En 57, il y a un groupe de scientifiques de Brookhaven qui fait un rapport. Un groupe de physiciens rédige un rapport sur la possibilité et les conséquences possibles d'un accident sur un réacteur de moyen puissance, i.e. 500 MW thermique. Et c'est assez affolant, on peut imaginer Tchernobyl à partir de ça. Et évidemment, personne n'a tellement bien analysé pourquoi ces gens-là ont fait ça. Est-ce que c'était vraiment pour protéger les populations du nucléaire civil? Ou est-ce que c'était parce que c'était des militaires qui craignaient que la prolifération passe par le civil? C'est possible. Donc, enfin, la conséquence de ça, c'est que les industriels ont été assez perturbés. Ça c'était en février 57. En septembre 57, le congrès américain vote une loi, le Price Anderson Act, qui s'appelle la limitation de la responsabilité civile des exploitants nucléaires en cas d'accident. Et dans cette loi là, il est dit qu'en cas d'accident, l'exploitant est le principal responsable mais si un sous-traitant a fait une erreur manifeste, il peut être aussi considéré comme responsable. C'est un rapport très long, il y a 105 pages. On peut l'avoir à la librairie du CEA en payant 8 francs par page. Ce qui était important pour les industriels français, c'était le fait que les sous-traitants pouvaient être éventuellement responsables. L'exploitant n'était que EDF. Donc le but de la Commission Péon, c'était 1) de dire que les sous-traitants n'auraient aucune responsabilité quoi qu'ils fassent et 2) que le gouvernement leur assurait un certain débit, c'est-à-dire un certain nombre de réacteurs par an. Parce que les sous-traitants, eux, quand ils ont un matériel à fabriquer, il faut l'amortir sur un certain nombre de pièces etc. Et le travail de la Commission Péon, des polytechniciens-fonctionnaires, c'était de convaincre les industriels qu'on allait leur garantir ça. Effectivement, la garantie a eu lieu, par les accords de Paris de 1960. Alors ça reprend les thèmes du texte américain mais le mot « limitation » est supprimé. Il est marqué « la responsabilité civile des exploitants nucléaires ». Et dedans, la modification par rapport aux américains, c'est que les sous-traitants est supprimé. Ce sont les Accords de Paris signés en 1960. Ils

ont été approuvés par le gouvernement en 1963 et ça a donné lieu à la loi de 68 sur la responsabilité civile. Ce qui est important dans cette loi de 68, moi je l'ai découvert en 90 parce que personne n'en a parlé à cette époque-là, en 68 on défilait bien sûr, on était dans les rues, on n'allait pas s'occuper de ce genre de problème...c'est que en 1990, le Parlement modifie la loi pour mettre à jour les chiffres parce que évidemment elles étaient restées dans des courbes extrêmement bas. Donc il y a eu un petit article dans *le Monde* disant que la loi 68 était modifiée. A ce moment-là, je me suis précipité pour lire la loi 68 dans le Journal Officiel. Surtout ce qui est intéressant, c'est de lire les débats au Sénat et à la chambre des députés. Il y a des arguments, genre, l'accident nucléaire peut avoir des conséquences beaucoup plus importantes que les accidents ordinaires de l'industrie donc il faut une loi spéciale. Alors on peut penser que c'est pour le contrôle etc, non, c'est pour réduire les coûts. Alors il y en a un autre [personnage], il est au CEA, il dit, l'accident nucléaire peut avoir des conséquences nationales voire internationales. Et la situation post-accidentale peut s'apparenter à une gestion post-guerre. C'est dans les débats de la loi 68. Donc, pour dire que les politiciens ont eu une vision extrêmement nette et claire des dangers du nucléaire et les industriels n'ont accepté de travailler avec Framatome et autres que si on leur garantissait qu'ils n'avaient aucune responsabilité dans l'affaire. Et si on leur garantissait un certain nombre de réacteurs. Alors aux Etats Unis, c'est pareil. C'est vraiment le Congrès qui a permis le développement important du nucléaire, bien plus que l'industrie. Ça va à l'opposé de pas mal de conceptions marxistes en disant que le nucléaire c'est une conséquence du capitalisme. En réalité ce n'est pas vrai. Les capitalistes, il a fallu les convaincre de se lancer dans l'opération, qu'ils feront l'argent sans problème. Par contre, si vous le dites aux anarchistes, ils vont dire « Ce n'est pas possible ». Il y a un autre texte qui est important, c'est un texte dans *Science et Vie* [1979], j'en ai des exemplaires, c'est un dialogue qu'il y a entre Marcel Boiteux et Hennes Alfen, qui est un prix Nobel américain. Alfen avait un certain nombre d'arguments contre le nucléaire, que c'est dangereux, il y a des déchets etc. Et Boiteux répond à ça, pour les déchets il dit, « Effectivement il n'y a pas de solution mais il est très malsain de ne pas laisser de problèmes aux générations futures ». C'est excellent quand-même ! Le fait que le nucléaire était dangereux et qu'il fallait faire attention aux gens qui travaillaient etc., c'est un peu le concept de « société nucléaire, société policière », qui est développé un peu plus tard, et Boiteux dit, « Effectivement il est possible qu'on soit amené avec le nucléaire à réduire la liberté des gens mais les gens sont prêts à abandonner une partie de leur liberté pour un meilleur confort et une meilleure sécurité ».

ST: C'est toujours dans le même numéro?

RB: Oui. C'est pour vous montrer que pas mal des gens dans la hiérarchie, dans l'administration, avaient conscience que le nucléaire poserait des problèmes.

ST: Mais pour revenir à l'Appel des 400, vous ne l'avez pas signé.

RB: Non, je trouvais scandaleux que les physiciens se mettent en avant sans signaler que...ce que Lévy-Leblond a dit, « prendre le train en marche ». En réalité, on a pris le train en marche par rapport à Erdeven mais le reste était bien avant. Fournier était à Bugey.

ST: Vous le connaissiez?

BB: Non, mais on lisait *Charlie Hebdo* et ensuite la *Gueule Ouverte*.

RB: Par contre on a rencontré son fils. Donc, si vous voulez, il y a plein de confusion sur l'histoire du nucléaire.

BB: A propos de l'Appel de 400, moi je l'ai signé. Il y avait des tas de copains qui l'ont signé à Saclay. Pourtant, on n'était pas sur la même longueur d'onde que ce qui sera le GSIEN qu'on a rejoint après. Parce que à Saclay, on avait créé un groupe qui s'appelle le Groupe Information Travail.

ST: De quand date-t-il?

BB: J'essaye de me souvenir. On a publié le petit livre blanc en février 1975. Je pense qu'il nous a bien fallu un an d'enquête. Donc je dirais fin 73, début 74. Parce que c'était très informel. En fait, on a bénéficié de la fin du MLAC. A Saclay, il y avait un groupe du MLAC, c'était le Mouvement pour la Liberté à l'Avortement et à la Contraception. Il y avait beaucoup de gens de la Ligue qui en ont fait partie. Il y avait des tas de gens de toute tendance, des syndiqués, des non-syndiqués. Et il y a eu quand-même, ça a eu un énorme impact dans Saclay, c'était la première fois que justement il y avait des gens non-politisés qui participaient à des réunions, à des groupes. Et il y a eu effectivement des avortements qui ont été réalisés, pas seulement à l'extérieur de Saclay mais parmi des femmes de Saclay. Donc il y a eu une habitude de réunions et puis bon, il y a eu le procès de Bobigny, la loi Veil, c'était quasiment la fin. Et quelques-uns, on a eu l'idée de créer un Groupe Information Travail. Parce que ça existait déjà, GIP, GIS etc. Donc voilà.

ST: Est-ce que vous avez fait partie de ces groupes là avant?

BB: Non, mais on connaissait tout ce qui se publiait, c'était comme ça à l'époque, on avait un stock de documents. Donc à quelques-uns...on était polarisé par la question des effets de rayonnements et donc il nous apparaissait qu'il fallait absolument faire une enquête à Saclay. Et donc, alors, on avait la chance d'avoir parmi les gens qui s'étaient intéressés quelqu'un qui faisait partie du Comité Hygiène et Sécurité. C'était quelqu'un de la base, un technicien qui connaissait toute l'histoire de Saclay, il avait travaillé aux Piles.

ST: Il s'appelait comment?

BB: Robert Pouyat. Alors ce qui était extraordinaire, c'est que il nous faisait un CR écrit de chaque réunion. Avec des fautes d'orthographe et tout. Comme les lycéens qui écrivent maintenant. Alors il avait inventé ça bien avant ! Ce qui fait que dès qu'il sortait de la réunion, il nous le donnait.

ST: A part vous, qu'est-ce qu'il y avait dans ce groupe?

BB: C'était essentiellement des non-syndiqués et des syndiqués de la CFDT, mais plus de non-syndiqués que de syndiqués.

ST: A l'époque vous étiez syndiquée?

BB: A l'époque je n'étais plus rien du tout. Je n'étais pas syndiquée. Mais depuis 68, grâce à Laponche, on avait le droit d'assister à des réunions qui tenaient dans le local du bâtiment 71, c'était ça je crois. C'était tous les lundis, on pouvait assister à des réunions de la CFDT parce que c'était ouvert.

ST: Avant 68, vous étiez syndiquées?

BB: J'étais à la CGT comme je vous ai expliqué. En 68, j'ai quitté, ce n'était plus possible. J'ai été la XXX du briquet, on nous a traité de tous les noms parce que justement on posait des questions sur

le nucléaire quand-même malgré tout. Je ne sais pas pourquoi on nous traitait de tous les noms...

RB: Parce que vous mettiez en cause la hiérarchie.

BB: La hiérarchie. Non ce n'est pas ça. Le seul congrès auquel j'ai assisté à la CGT, c'est la seule fois dans ma vie, après j'ai quitté, enfin bref. Groupe Information Travail...à ce moment-là j'avais été mutée de la Chimie des solides du département de la Métallurgie à l'Institut de recherche fondamentale, à la physique des solides. Puisqu'on avait démis notre responsable, chef de section, on l'avait démis de ses fonctions. C'est-à-dire que le conseil d'unité avait décidé qu'il n'était pas bien comme chef de section. Le chef de service avait eu le même sort parce que ça allait très mal au niveau de ce qui se faisait dans la section. Mais on aurait aimé rester groupé. Ça, ça n'avait pas été possible. La direction du CEA, donc M. Grison, il n'a pas accepté que les gens puissent être mutés, parce que ça représentait quand-même un certain potentiel technique sur les réfractaires, sur l'alumin, l'oxyde du béryllium, l'oxyde d'uranium, à la fois les propriétés physiques et chimiques, puisqu'il y avait des mesures électriques, il y avait des mesures dans tous les sens, il y avait des mesures mécaniques. Et je crois que non seulement que la direction du CEA n'a pas voulu qu'on reste groupé, et je me suis demandé d'ailleurs après coup si ce n'est pas parce qu'il y avait peut-être déjà des problèmes de santé et qu'il ne fallait pas qu'on reste pour savoir qui allait avoir des problèmes, il faut toujours disperser les gens. D'un autre côté, ça peut être aussi, des gens comme ça qui ont un mauvais esprit, qui ne veulent pas de hiérarchie, qui disent que ce n'est pas un bon chef, les autres chefs n'ont pas voulu de nous, c'est possible aussi. Et il est possible aussi que...je n'en sais rien, bref. Moi j'étais à ce moment là à la physique des solides. Et là, on était Catherine Bourguois, Deuille, Jacqueline, Rose et moi. On était déjà cinq de Physique des Solides. Il y avait des gens des piles. Il y avait toute l'équipe des anars qui faisaient partie d'un tas de services. Bayonne, Bernard Gonel, De la Plaza...qui d'autres? On était bien une vingtaine au début. On était vingt ou vingt cinq à chaque réunion. On a dit, on fait une enquête sur les conditions de travail. Et Robert Pouyat, lui, en tant que délégué de Hygiène et Sécurité, il avait des entrées partout, il connaissait tout. Donc on a commencé à avoir un répertoire très important et finalement on a publié ce texte, qui était un best-seller puisqu'on a fait deux séries. Ça s'appelle la Sécurité du travail au Centre d'Etudes Nucléaires de Saclay. Et donc février 75...

RB: C'est la première fois que des informations sur les incidents à l'intérieur d'un site nucléaire sortaient.

BB: Et il y a eu des articles dans tous les journaux. *Tankonalasanté*...il y a eu un article dans le journal *le Monde*. Il faut dire qu'on était en relation à l'époque avec le médecin qui avait surveillé les avortements et lui, il connaissait Dominique Vergez du *Monde*, journaliste du *Monde*. Et on a connu aussi Annie Carro à Erdeven. Elle venait des fois aux réunions comme ça. C'était intéressant de réunir, de discuter de ce qui se passait. Donc il y a eu un article dans le journal *Le Monde*, en mars 75, [intitulé « L'insuffisance des règles de sécurité »]. Alors ça a été présenté, ça nous a mis vraiment à porte à faux avec les copains de la CFDT. En réalité, qu'est-ce qui s'est passé? Il s'est passé que notre ami médecin avait obtenu un RDV avec Dominique Vergez et on s'était trouvé à la rhumerie martiniquaise. On était une dizaine, il y avait aussi Nicolas Vichenet, le responsable scientifique du journal *le Monde*. Donc il y a eu une discussion à bâton rompu.

RB: Bien animé, parce que avec le rhum [rires]

BB: Ce qui était assez étonnant, il y avait quelqu'un de l'Accélérateur Linéaire de XXX qui n'était jamais venu à nos réunions et qui nous avait jamais donné d'information mais par contre, à un moment donné, on ne pouvait plus se réunir à Saclay, donc il nous avait donné son bureau. Donc il

savait qu'on allait voir les journalistes, il est venu avec nous.

ST: Il s'appelle comment cette personne?

BB: Il s'appelle Picard. Mais il vaut mieux ne pas en parler, on en parlera après, il a tourné bizarre.

ST: C'était un technicien?

BB: Physicien. C'était un très très brillant physicien qui a même eu un prix. Sous le nom de Yves Enaff, il avait fait une brochure très intéressante sur les effets de rayonnements. Il a travaillé beaucoup...J'ai oublié de dire que en plus de Fournier et de Gueule Ouverte, on a eu beaucoup d'informations par Jean Pignero de l'APRI. Il y avait avec lui le Dr Pizon qu'on est allé voir avec Gérard Deville pour avoir des renseignements sur la façon dont se levaient (?) la radioscopie et tout ça.

RB: Dr Pizon, il apparaît dans le bulletin de l'APRI. C'est le seul médecin que Pignero a pu trouver quand il a voulu se lancer contre les effets de rayonnements.

BB: Il était très compétent dans son domaine. Bon, donc.... on est à la rhumerie martiniquaise, on raconte tout ce qui est dans la brochure, la brochure ,ils l'avaient déjà lue, mais il fallait des explications. Et à ce moment-là, Picard, qui nous avait jamais fourni une seule information, et qui avait un peu bu, se met à raconter comment, à l'Accélérateur Linéaire, une source, une cible qu'ils avaient...

RB: ...en bombardant les choses, il y avait l'air d'un dépôt radioactif, et à cet endroit là, il y avait un aspirateur, on aspirait l'air, on renouvelait et on relançait. Donc il raconte ça !

BB: Et puis, ça retombait !

RB: Je lui dis, « Pourquoi tu ne l'as pas raconté avant? ». Il dit, « Si j'avais raconté ça, j'aurais des ennuis dans mon travail ». Ça a beaucoup marqué les journalistes.

BB: Donc il y a cet article qui est fait. A ce moment là, ils publient quelques jours plus tard une correspondance de Giraud, de l'administrateur général, je peux vous en donner un exemplaire [Le Monde, « Girard répond à des accusations »]. Et puis là, *le Monde* prend notre défense, ils nous ont vraiment soutenu là. Ce qui est assez marrant, j'avais mis, un peu comme dans des romans policiers, j'avais mis des cheveux dans mon tiroir dans mon bureau. Parce que j'ai reçu une lettre pour le GIT Saclay, qui arrivait dans mon bureau. Ils savaient qui était qui, alors que ce n'est pas signé. Bon. Finalement mon tiroir a bel et bien été ouvert. Il a été fouillé. Finalement il n'y a eu aucune sanction. Et on a continué à publier des choses. On a publié dans *Tankonalasanté*, dans *l'Impascience*...On l'a retrouvé [notre texte] partout, on l'a trouvé à Erdeven, chez l'épicier. Oui, curieusement. On en a vendu dix mille. Vraiment on a eu...

RB: Ce qui est intéressant dans cette affaire, on a signalé un incident dans un centre de contrôle, et manifestement personne dans la hiérarchie ne savait pas ça. Donc il y a eu une enquête et ils se sont rendus compte qu'il y avait des pages du cahier de bord qui avaient été arrachées.

ST: Par qui?

RB: On ne sait pas. Pour ces problèmes de sécurité, en général, il y a des règles de sécurité très

strictes mais on ne les applique pas. Ça permet de dire que c'est l'ouvrier qui est responsable. Et en général, il y a une complicité...si un ouvrier fait une connerie, son chef de service le couvre. A ce moment-là, les gens du CHS sont considérés comme des flics. Il est mal vu.

ST: Mais comment ça se fait que la direction ne dit rien à ce qui s'est passé?

BB: Ça leur aurait été extrêmement difficile. Alors, ce qui est extrêmement important, c'est le rôle qu'a eu François Papezyk. Il se trouve qu'à l'intérieur de la CFDT-Saclay, il y avait un conflit. Celui qui dirigeait la section, un nommé Van Campen, il était furieux, il était furieux contre nous. Je pense qu'il était même furieux contre Laponche mais il ne l'a jamais dit parce qu'il n'a jamais été responsable de Saclay. Mais François Papezyk, délégué CFDT à la Commission Hygiène et Sécurité, il a entrepris de vérifier tout ce qu'on racontait dedans, tous les incidents. C'est lui qui a soulevé la lièvre des trucs qui avaient été arrachés. Il n'y avait de preuve nulle part mais il a trouvé les gens quand-même. Donc finalement, il a fait un rapport et nous, ce rapport, on l'a envoyé à Nicolas Vichenet. Mais on lui a dit qu'il ne pouvait pas en faire état tant que la CFDT n'en avait pas fait état. Ce rapport qui montrait qu'on avait vraiment raison, et il y avait même des trucs pires que ce qu'on avait dit, donc il a fait son rapport, je dois l'avoir quelque part là dedans, pour que ce rapport soit envoyé par la section CFDT de Saclay. Il ne pouvait pas lui l'envoyer de son propre chef, que ce soit envoyé à la direction du *Monde*. Ça a resté six mois dans le tiroir de Van Campen.

ST: Parce qu'il n'a pas donné son accord?

RB: C'est un technicien qui attendait sa nomination en ingénieur.

BB: Oui mais il a attendu longtemps.

ST: Van Campen, il était à la tête du CHS?

BB: Non, il était responsable de la section syndicale CFDT-Saclay. Donc c'est lui qui devait...Alors on a publié un certain nombre de textes, donc ça a duré assez longtemps. Ah oui, on a participé... parce qu'il y a eu des grèves au CEA.

ST: Après 69?

BB: Oui, bien sûr, il y a eu des grèves au CEA en 75. Et on a participé au défilé avec un grand banderole « Nous travaillons à Saclay. Nous sommes contre l'énergie nucléaire. GIT Saclay ». Et puis, il y avait une amie qui portait une pancarte « Le CEA sa raison d'être la bombe. Son alibi sa recherche. Comment changer? ». Alors on a défilé.

RB: Il y a eu quelques incidents.

BB: En même temps il y avait Dominique, sa femme et Gérard qui distribuaient des photocopies du tableau numéro 6 des maladies professionnels. C'est-à-dire que...

ST: Tableau numéro 6?

RB: Dans le code de la sécurité sociale, il y a une chapitre spéciale sur les maladies professionnelles, ça s'appelle DATR, c'est-à-dire employés Directement Affectés aux Travaux sur les Rayonnements. Il dit comment on doit traiter ce genre de maladies. Il y a un tableau dans lequel il y a un certain nombre de maladies qui seraient dues aux rayonnements et en gros, si un type qui

travaille sur les rayonnements mais qui est reconnu comme DATR, si il a cette maladie, on somme là une présomption. Le médecin de travail a l'obligation de déclarer la maladie et le médecin traitant, si il pense que cette maladie n'est pas dans le tableau, il doit aussi faire une déclaration pour améliorer le système. Mais ce n'est jamais appliqué.

BB: Alors donc on les distribuait. Et il y avait aussi la délégation de la Hague.

ST: De la CFDT?

BB: C'était unitaire donc il y avait tous les syndicats.

ST: Le but de la grève c'était ?

BB: C'était la privatisation du CEA. C'était octobre 75, je dirais.

ST: Et il y en a eu aussi à Marcoule, dans d'autres centres?

BB: Disons, la manifestation a eu lieu à Paris. Pour aller du métro Bir Hakeim jusqu'au siège du CEA, rue de la Fédération. C'est ce défilé là qu'on voit dans le film « Condamnés à réussir ». Et je suis sûre que le réalisateur Jacquemin nous a filmé. Mais on n'y apparaît pas.

RB: On pense qu'il y a eu une censure de la direction syndicale sur le film. Plus tard on a rencontré le cinéaste. Il nous a raconté que la direction syndicale a imposé certains thèmes, il n'a pas pu faire ce qu'il voulait.

ST: Pour vous, c'est parce que vous disiez que vous étiez contre le nucléaire, c'est ça?

BB: « Nous travaillons au CEA. Nous sommes contre l'énergie nucléaire. » Ce n'était pas très bien. D'ailleurs il y avait un des copains parmi nous qui s'est fait abaisser. Enfin, ça n'a pas été très grave.

ST: C'était fait par des gens de la CFDT?

BB: Par un copain. Mouhot. Qui est venu s'excuser le lendemain en disant qu'il croyait qu'on était des provocateurs.

ST: M. Mouhot, il était à la CFDT?

BB: Oui, il était à la CFDT. Alors on a aussi distribué des tracts à Saclay, par exemple celui-là qui s'intitule « On est antinucléaire. On travaille au CEA ». C'était un supplément à *Impascience*. Parce qu'il faut toujours que, quand on distribue quelque chose, que ce soit...on était légal.

ST: Parce que le GIT ne s'était pas constitué en association?

BB: Pas du tout. Ça ne nous a même pas venu à l'idée. Et puis il y en a un autre qui est « Si tu dois crever, ça ne te regarde pas ». C'est janvier 76.

ST: Et là, le travailleur dont vous parlez là-dedans, c'est qui?

BB: Bouchard, l'affaire Bouchard.

ST: Et votre propre contamination au CEA, c'était quand en fait?

BB: J'ai eu une radiodermite, c'était en 57. En réalité, j'ai eu un problème en octobre 57 parce que des collègues avaient emmené dans le laboratoire un appareil de rayons X fabriqué par le CGR (Compagnie Générale de la Radiologie) qui était interdit par la suite, il n'était pas conforme. Ils l'ont emmené au laboratoire, enfin le responsable du laboratoire les a autorisé. C'est pareil, ils voulaient régler un monochromateur mais ils ne savaient pas comment faire. Donc ils m'ont demandé de l'aide. Je les ai aidé à régler le monochromateur. Or, c'était un appareil qui était mis sur une table, très bas, et ce que je ne savais pas c'est que l'appareil avait des fuites. Il y avait des rayonnements qui s'échappaient par le capot. Je ne me suis rendu compte de rien, sauf que dans la même semaine, à l'époque on n'avait pas de voiture, je prenais tantôt le car ou bien je prenais le train au Luxembourg pour aller jusqu'à la station le Guichet. Dans la même semaine, au lieu de me retrouver dans le car qui allait à Saclay, je me suis trouvée à Bagneux et c'est un de mes collègues qui m'a amené à Saclay. Je m'étais trompée. La même semaine, au lieu de prendre le train qui allait au Guichet, je me suis trouvée à Robinson. C'est-à-dire que j'étais, la meilleure expression que je trouve, c'est être contespépante (???), c'est-à-dire dans un état de désorientation quoi. Voilà. Après on m'a convoqué au service médical parce que j'avais un dépassement de mon film. Mais ça ne marquait pas grande chose. C'était supérieur à ce qui était autorisé donc ils devaient m'avertir, faire la prise de sang etc. Il se trouve que j'ai du être irradiée assez bas et mon film était dans ma poche, là [montrant la poitrine]. Quand on règle le monochromateur, j'aurais du l'avoir au poignée. Toujours fait-il que j'ai eu, on a fait une numération, à l'époque les films étaient relevés tous les quinze jours. Je ne sais pas quand le film a été relevé mais disons qu'il s'était peut-être déjà écoulé 8-10 jours. Ma numération des globules rouges était basse, mais c'était surtout les globules blancs. Mais ils étaient en train de remonter déjà. On ne sait pas jusqu'où c'est descendu. Donc j'étais mis au vert. C'est-à-dire que je n'avais pas le droit de travailler sous rayonnement pendant un mois et je suis partie à la montagne. Et je suis revenue voir le médecin parce que je n'avais pas mes règles. A l'époque on ne voulait plus avoir des gosses parce qu'on avait déjà deux. C'était vraiment un problème. Ce qu'on n'a su qu'après coup...donc j'étais en interdiction de rayonnements et avant le Noël, donc je travaillais dans un bureau si vous voulez...donc l'appareil XXX (le nom?) a été retiré. Il n'y a pas eu d'enquête, il n'y a pas eu de reconstitution d'incidents, d'accidents. Parce que le responsable aurait été fautif, il aurait du prévenir le SPR, le service de protection contre les rayonnements. Dans la mesure où il n'a pas prévenu, il était en faute, tout le monde était en faute. C'est pour ça qu'on voit que plein de choses, on est sûr qu'elles sont sous-estimées, parce que là on voit comment on peut cacher un incident.

ST: Contre votre chef de service, vous n'avez pas voulu dénoncer le fait qu'il a amené l'appareil sans autorisation?

BB: Dans cette période là, j'étais au vert, je n'étais pas là. Quand je suis rentrée au laboratoire...moi j'étais responsable des appareils, appareils de refractomètre, toujours de la CGR d'ailleurs. Guignet, mon patron, étant conseil au CGR, je ne connaissais que des appareils de la CGR [rires]. Donc à un moment donné, il m'a dit, « Ah je ne trouve pas le faisceau ». Toujours avec le monochromateur, il fallait retourner, fermer les vices. Je n'aurais du jamais accepté. Je n'avais même pas droit à un film à ce moment-là parce que j'étais au vert. « Ah, je ne trouve pas le faisceau, je ne trouve pas le faisceau »...alors, j'ai donné un coup de pouce au monochromateur. Il ne fallait rien faire parce qu'il n'avait pas fermé les phintes (?). Donc j'ai eu le faisceau direct sur le doigt. Donc là j'ai eu une radiodermite, c'était extrêmement douloureux. Bon j'étais à Saint-Louis, j'étais à l'hydrocortisone, et ce qu'il y a, c'est que j'étais pendant six mois sans règle, à partir du mois d'octobre. Alors mon médecin traitant, qui est un type...on n'en trouve pas beaucoup, il m'a fait un certificat pour faire de déclaration de maladie professionnelle, en mettant trouble mensuelle - parce que ce n'était pas la

première fois, j'avais toujours des troubles mensuelles depuis que je faisais mes rayons X, depuis 1952 en fait -, trouble mensuelle, fatiguabilité, caractère examatisant(?) des XXX de la farce (?) et des mains...C'était avant que j'ai eu la radiodermite, parce que je sentais le bout de mes doigts, ça me piquait et j'avais des trucs bizarres de peau parce que j'étais restée quatre ans dans la cuve à régler le monochromateur. Donc il a fait cette déclaration et il avait mis agromilasitos (?), je ne sais pas quoi, mais ça a été refusé par la sécurité sociale. A l'époque c'était systématique.

RB: Quand il y avait une déclaration de maladie professionnelle, le CEA déclarait, la Sécu disait non. Si on n'était pas d'accord, il fallait faire un procès.

BB: Au mois d'octobre, quand j'ai eu la radiodermite, elle s'est déclarée bizarrement, ça ne s'est pas développé tout de suite. C'était très petit, je suis allée au service médical, et là le médecin il a tout de suite dit, « Faites attention, ça ressemble à une radiodermite ». Et puis ça a grossi, ça a grossi, ça a fait une bulle, ils ont fait des photos, il y a eu une publication à la Société Française de la Dermatologie. A ce moment-là, la Sécurité Sociale a reconnu la maladie professionnelle en croyant que c'était la suite du mois d'octobre. Mais si ça avait été la suite du mois d'octobre, j'aurais été vraiment mal. Ils n'ont pas réalisé que c'était un nouvel incident. Là ils l'ont accepté sur la base de la radiodermite avec les photos. Mais ils l'ont mis à un niveau très bas, où je ne touchais aucune indemnité alors qu'à partir de ce moment-là, j'étais en interdiction des rayonnements. J'ai donc écrit ma thèse pendant ce temps-là. C'était décembre, j'avais plusieurs mois pour pouvoir travailler. Et puis, ils m'ont autorisé à travailler sur les oxydes d'uranium. Je suis en interdiction de rayonnement et on m'autorise à travailler sur les oxydes d'uranium ! C'était complètement débile. J'aurais du partir et faire n'importe quoi mais enfin ça c'est autre chose.

ST: Et vous n'avez pas eu d'autres incidents j'espère.

BB: Non, je ne pense pas, j'espère que non, je n'en sais rien. Rien de visible en tout cas. Disons que je n'ai plus jamais été au soleil à cause de la susceptibilité de la peau et maintenant j'ai des problèmes aux yeux.

RB: Et ça c'est un trait des maladies professionnelles en général. Par exemple la Commission Nationale des Cancers, en 1985, a publié un bouquin sur les cancers et dedans, il y a différentes chapitres. Il y en a un sur les cancers professionnels. Et la personne qui avait rédigé ça, c'est un officiel, il disait que pour les cancers professionnelles, toutes causes confondues, si on prenait les normes d'évaluation aux Etats Unis, on devrait en avoir entre 7000 et 14000 par an. Or la Sécurité Social en comptabilisait 120.

ST: Donc en Amérique, c'était beaucoup plus contraignant.

RB: Oui. La contrainte aux Etats Unis est tellement grande qu'il y a des avocats qui vivent uniquement avec les maladies professionnelles. Ils prennent un pourcentage des indemnités. En France, si il y a un avocat qui ne traitait que des maladies professionnelles, il serait mort de la faim. Il y a deux trois ans, il y a eu un texte de la Cour des Comptes accusant la Sécurité Sociale de ne pas prendre en charge suffisamment les maladies professionnelles. Non pas pour des raisons de sécurité des individus. C'est qu'en réalité quand il y a une maladie qui est déclarée maladie professionnelle, il y a une taxe supplémentaire de l'industriel. Donc le fait de ne pas déclarer les maladies professionnelles, c'est un manque à gagner d'argent pour la Sécurité Sociale. C'est comme ça que le Cour des Comptes voyait ce genre de trucs. Ça s'est un peu amélioré maintenant avec l'amiante parce qu'ils étaient obligé de...mais bon ils sont encore loin parce que les officiels estiment 100,000 maladies professionnelles de l'amiante jusqu'en 2025, ça fait à peu près 4000 par

an alors qu'en réalité on ne dépasse pas 1200 par an. C'est un truc qui est très nette. Alors que la réglementation est bien faite. Mais elle n'est pas du tout appliquée. Et le corps médical s'en fout complètement. Quand un malade vient trouver un médecin, quelqu'un qui vit autour d'un site nucléaire, à la Hague ou ailleurs, le médecin ne lui demande jamais « Où est-ce que vous travaillez, qu'est-ce que vous faites? » Enfin il y a des tas de... On a parlé d'*Impascience* tout à l'heure, Lévy-Leblond et tout ça. Je voulais dire quelque chose. C'était quelque chose assez actif, on se réunissait assez souvent, au moins deux fois par mois. Chaque fois dans un appartement différent, on couchait l'un on couchait l'autre. C'était très sympathique. Ça marchait très bien, c'était très bien, très actif. Et puis un jour, sans prévenir, sans qu'il y ait de discussion, Lévy-Leblond dit « On arrête ». Alors à plusieurs...il y avait Pignon, Dominique Pignon, moi, et puis deux trois hommes, on dit « Bon ben, on prend le relais quoi ». Lévy-leblond dit « Non, *Impascience* c'est un terme déposé ». C'est que personne n'a droit de s'en servir. C'est un peu comme un droit de...

ST: Il était breveté?

RB: En gros oui. Il nous interdisait d'utiliser le nom d'*Impascience* parce que ça avait été déposé par JMLL, le fils de Gracel (?), c'est-à-dire le fils de l'éditeur, et puis un troisième, Dominique Chiff, un physicien. Ça appartenait aux trois. Par contre, Jérôme était d'accord pour continuer. Ce qu'il faut savoir c'est que quelque temps après, ce Monsieur Lévy-Leblond a été nommé professeur à Nice.

ST: Je crois que c'était avant.

RB: Non non, c'est après parce qu'il était à Paris à l'époque.

ST: Donc la raison pour laquelle il a arrêté c'est qu'il partait?

RB: Je n'en sais rien, c'est assez curieux. A ce moment-là, quand il est parti à Nice, il a monté une autre revue qui s'appelle *Alliage* qui est financée par le ministère de la Recherche. Voyez.

ST: Et pour vous, c'était assez choquant à l'époque?

RB: Un peu, oui, quand-même [rires]. Alors ce qui est assez drôle, dans un bouquin que j'ai publié, Tchernoblues, je cite certains textes d'*Impascience*, je ne sais plus lequel, dans lequel manifestement c'était Lévy-Leblond qui l'avait fait, manifestement ça ne lui avait pas plus. Parce que dans l'*Alliage*, j'étais tombé sur un article d'un collègue, un jeune physicien du labo qui est assez intéressant. C'est assez tard déjà ce texte. Il disait qu'il faut faire attention parce que les gens sont méfiants des sciences et des techniques parce qu'il y a des tas d'accidents etc. donc pour traiter des problèmes scientifiques, il ne faut pas les traiter de front, il faut les traiter, pour prendre un exemple, prendre la stratégie de Mao, de l'encercllement, c'est-à-dire traiter des sujets bénins pour que les gens aient confiance dans les scientifiques. Il citait aussi le fait que Napoléon a attaqué de front la Russie et a eu un échec, il ne fallait pas attaquer de front, il fallait encercler.

ST: Donc dans cet article, que signifiait encercler plus précisément ?

RB: Encercler les sujets, c'est-à-dire ne pas traiter des sujets fondamentaux. Prendre des sujets comme par exemple le big bang, les bosons...Et effectivement, on s'aperçoit si on regarde les textes à l'époque dans les journaux, il y a énormément d'articles sur Lucy. Lucy c'est une dame qu'on a trouvée dans les combes, qui date des millions d'années, on l'a trouvée fossile. Donc ce genre de textes, ce n'est pas du tout inquiétant pour les gens. Si on traite les textes fondamentaux des

relations entre science et citoyens, les gens n'auront plus de confiance. Donc il faut les prendre par derrière.

ST: C'est vrai que c'est un problème difficile de savoir comment faire une critique de la science. Dans *Autocritique de la Science*, Lévy-Leblond explique d'ailleurs que le mouvement était divisé entre des interrogations de type : est-ce qu'il faut abandonner la recherche ou est-ce qu'on peut la changer de l'intérieur.

RB: Jamais. Lui-même a dit ça. Je me souviens, les gens qui étaient pro-nucléaire disaient « Mais regardez, au 19^{ème} siècle on critiquait le train etc ». Et Lévy-Leblond a dit « C'était tout-à-fait normal et bien de critiquer le train en 19^{ème} siècle parce que le train a permis les transports ce qui a permis le développement du capitalisme dans l'ensemble de la France. » J'ai entendu ça, mais il ne reconnaît même plus qu'il a écrit ça.

ST: Il l'a écrit?

RB: Non il ne l'a pas écrit mais je l'ai entendu. Mais dans les discussions, il n'y a jamais eu de conflits. Il y a eu des choses assez étonnantes mais il n'y a pas eu de conflits. La dernière réunion, c'était chez Stella Baruk, mathématicienne qui s'est occupé des problèmes que les enfant pouvaient avoir avec les mathématiques, et aussi des rapports entre mathématiques et sexualité. Donc on s'est réuni chez elle à côté de Montparnasse et il y avait beaucoup de gens qui venaient de Province pour cette réunion puisqu'on devait faire un numéro spécial sur les mathématiques. Il n'y avait même plus assez de chaises, on s'est assis par terre. Et quelqu'un a éteint la lumière, on avait juste la lumière qui venait de la rue à côté de la fenêtre. Il y avait une atmosphère assez sombre. Et je me souviens, il y avait un type qui était professeur de math à la faculté de Province qui disait « Moi, quand j'enseigne les mathématiques, mes élèves me donnent l'impression que je suis un flic ». Assez curieux. Il avait l'impression que les mathématiques c'était vraiment très très oppresseur. Mais bon, c'était simplement une décision. Mais bon le numéro n'a pas eu lieu parce qu'on a abandonné.

ST: Mais comment JMLL a pu tout arrêter du jour au lendemain?

RB: Il était le chef, il était le patron, c'est tout. Moi je pense qu'il était question qu'il allait être nommé prof.

ST: Et il ne vous a rien expliqué?

RB: Non non, « C'est fini, c'est fini, terminé ».

ST: Et personne n'a réagi?

RB: On a réagi en disant qu'on veut analyser la science. Il a dit, « Non non c'est nous qui possédons le titre ».

BB: C'est « marque déposée ». Voilà, c'est ça le terme.

ST: Et les deux autres personnes qui possédaient la marque, quel était leur attitude?

RB: Le fils de Gracel, moi je ne l'ai jamais vu lui. L'autre, Dominique Chiff, c'était un type très gentil, lui il était pas du tout du genre de Lévy-Leblond.

BB: Il a écrit des romans après, sur la mine de ~~Sore~~ (?). Un bon roman d'ailleurs.

RB: On avait eu une affaire avec JMLL, c'est que il y avait une rubrique dans *le Libération* qui s'appelait Tartan-Tartine et la femme qui faisait ça avait fait une critique de l'irradiation des aliments en ayant supposé que les aliments irradiés étaient contaminés etc. Et Lévy-Leblond a fait une lettre en disant « Chère camarade, tu n'as rien compris. En réalité, quand tu irradies les aliments, ils sont strictement identiques, après qu'avant »...ça nous avait quand-même...

BB: On était allé à *Libération*.

RB: On avait demandé à la fille de venir et on s'était réuni avec Pignon. Pour expliquer qu'en réalité l'irradiation des aliments s'effectue avec des énergies trop faibles pour pouvoir introduire des radio-éléments à l'intérieur du produit mais par contre les rayonnement brisent des molécules qui peuvent se combiner d'une façon quelconque et donner des produits qui peuvent être cancérigènes. De toute façon, c'est évident que si une pomme de terre qui est irradiée ne germe pas, c'est parce qu'elle est différente de celle qui germe. C'est évident. Donc la femme était complètement perdue parce que JMLL était quand-même un type important. Il avait été arrêté en 68, il était en prison quelques jours.

ST: Au moment de l'affaire avec le Doyen...

BB: C'est Zamansky qui l'a fait arrêté. Il était arrêté avec Daniel Saint James.

ST: Et la dame de Libé, c'était qui?

RB: Je ne sais pas.

ST: Et l'article a paru quand?

RB: 75-76. C'était dans Tarte en Tartine. Son argumentation c'était « Moi je suis scientifique, je vous dit que... » Ce qu'il y a, c'est qu'il avait pas mal de, comment on dit ça, de charisme, de groupie.

BB: De groupie de Lévy-Leblond avec ses beaux yeux bleus. Et Martine Barrière aussi.

ST: Elle était aussi dans *Impascience*?

RB: Oui.

ST: Et Roqueplo aussi je crois?

RB: Non, je ne l'ai jamais vu.

ST: Il avait écrit en tout cas dans *Autocritique de la Science*.

RB: Il y avait beaucoup de gens dans *Impascience* qui n'ont pas écrit aussi.

ST: Donc ceux qui ont écrit le plus, c'était qui? Vous?...

RB: Non, moi j'ai un texte dedans, pas signé d'ailleurs. Ça s'appelle.... « Les infirmes ».

ST: Et vous, Madame Belbéoch?

BB: Non, j'étais assez occupée avec le GIT. Et puis après on a rejoint quand-même le GSIEN.

ST: Après l'Appel des 400, le GSIEN se crée trois-quatre mois après. Est-ce que vous l'avez rejoint tout de suite après?

BB: Non, justement, on ne l'a pas rejoint tout de suite.

RB: Ce qu'il s'est produit, c'est que quand le GSIEN s'est créé, il était extrêmement actif, en particulier avec des physiciens du laboratoire où j'ai été. Et le GSIEN a organisé des conférences un peu partout. C'était drôle parce qu'il y avait un tableau avec des dates, des lieux, avec des noms des gens, « ah moi je suis la conférence tel jour tel jour tel jour », une espèce de planning... Mais moi, ça ne me plaisait pas tellement ce genre de choses. Nous, ce qu'on voulait, c'était d'avoir des relations assez suivies avec un groupe particulier ou des groupes particuliers. Donc on préférait, nous, par exemple, travailler avec des gens de la CCPAH, de la Hague, et aller souvent les voir, discuter avec eux.

ST: Vous voulez dire, plutôt avec un groupe en Provence, et non à Paris, non de façon centralisée?

RB: Non, non, parce que eux, ils allaient en Provence pour faire des conférences en général mais leurs conférences étaient surtout sur le fonctionnement. Comment marchaient les centrales etc. Alors que finalement nous, le fonctionnement, on s'en foutait un peu. Ce qui nous intéressait c'était les dangers.

BB: Ce qui nous a toujours motivé, c'est l'accident possible. Et toi, t'as fait un premier scénario d'accident à la Hague justement. Ça doit être dans la *Gazette Nucléaire*.

RB: Le GSIEN avait organisé une conférence de presse à Cherbourg. On était trois. Monique Sené, moi et Jacqueline Laurent (?). Chacun avait pris un thème. Moi j'avais pris un thème, « l'accident majeur à la Hague », imaginer les scénarios un peu compliqués etc. Et pas mal de gens dans la salle, très divers, en particulier il y avait des syndicalistes, des CFDTistes. Et d'un seul coup, quand je parle comme ça, il y a un type qui se lève et qui interpelle un dirigeant syndical qui était dans la salle. « Tu peux nous expliquer ce qui s'est passé hier? Parce que les gens sont sortis, il y en a ceux qui étaient à poil, les gens sont sortis dans la cour etc etc. ». Et le type explique qu'il y avait eu une alerte dans le Centre. Il y avait un détecteur de neutron qui était tombé en panne. Le niveau électronique avait détérioré et l'alarme avait sonné. Et les gens avaient paniqué. Et donc tous quittaient les labos, les trucs et tout ça. Donc on pouvait imaginer un système dans lequel un accident se déclenche à partir de rien. Les gens quittent un endroit qui devait être surveillé etc. Moi je n'avais pas imaginé un truc comme ça. Donc, l'accident majeur c'était notre préoccupation et ce qui nous importait, nous, c'était les conséquences biologiques de l'accident. En gros, ce qui était imaginé par les officiels était relativement simple. C'est-à-dire, si il y a un accident, il y aura des types qui prendront des doses massives. Bon, même si ils meurent, ce n'est pas très grave, si il y a quelques morts...Et puis des faibles doses, il y a un seuil en dessous duquel il n'y a pas de problème etc etc. Et toute la discussion à partir des années 75, et après, portait sur « y-a-t-il un seuil à partir duquel il y a des effets? ». C'était ça le point d'échappement. Et suivant qu'on admettait ou qu'on n'admettait pas ça, les conséquences étaient différentes. Et pour nous, chaque fois qu'on intervenait, c'était l'accident majeur. Et je me souviens, de façon très très précise, c'était en hiver 78. Il y avait une conférence organisée par les Amis de la Terre et le PSU, je ne sais plus exactement où. Il y

avait Pierre Samuel qui était là, et puis un autre type du PSU. Moi j'avais parlé de l'accident majeur et des conséquences. A la sortie de la salle, je me suis fait engueulé par Pierre Samuel en disant, « Ce n'est pas bien ce que tu fais, avec tes arguments, on n'est plus crédible. » etc. Je me souviens d'une réunion qu'on avait eu, une présentation du film *Condamnés à Réussir*. Ça, c'était à Issy-les-Moulineaux. Sur les problèmes de maladie, la contamination etc. Et la salle commence à discuter, « Oui le nucléaire c'est très cher » etc. Bon, on dit, « On n'en a rien à faire si c'est cher ou pas ».

BB: Si le nucléaire était gratuit, je n'en voudrais pas.

RB: Et si le nucléaire était extrêmement cher et sans danger, il faudrait en faire. C'était ça notre position. Alors le truc assez curieux, après cette conférence dont j'ai parlé, en octobre 78, quelques mois après, c'est le TMI. Et les types ne comprennent pas ce qui se passe. Parce qu'à une demie heure près, c'était Tchernobyl en gros. Quand on regarde maintenant les réactions des gens avec Tchernobyl, des gens qui étaient apparemment antinucléaires, des physiciens très compétents etc., ils étaient étonnés de ce qui se passait.

ST: Il y avait qui par exemple?

RB: Je ne vais pas citer les noms. Il y a un truc qu'il faut voir. Dans le mouvement antinucléaire, il y a toujours eu un problème. Le problème c'est: faut-il que le mouvement antinucléaire soit indépendant ou dépendant, c'est-à-dire relié soit à l'écologie, soit à la politique? Avant une certaine date, l'antinucéaire était complètement indépendant. Arrive dans les années 70, en 74, avec l'écologie politique, les antinucléaires se rattachent à l'écologie. Alors que l'écologie n'a pas les mêmes problèmes que le nucléaire. L'écologie, c'est essentiellement des problèmes à long terme. Alors qu'il peut y avoir un accident nucléaire demain, à Paris, à Nogent, et on n'a plus d'eau. C'est ça le problème à traiter.

BB: Ce n'est pas le problème du manque d'eau qui est grave d'ailleurs.

RB: Oui, enfin, c'est-à-dire qu'on aura de l'eau contaminée quoi. Donc ça a toujours existé et il y avait très peu d'associations qui ne venaient que du mouvement antinucléaire, et totalement indépendant de la CFDT. Parce que la CFDT c'est très complexe. Il y a quelques personnages comme Bernard Laponche et d'autres qui étaient plutôt antinucléaires. Mais l'ensemble n'était pas évident. Parce que après ce film *Condamnés à réussir*, aux élections du comité d'entreprise, ils ont perdu les voix. Les ouvriers n'ont pas voté pour eux.

ST: Après les grèves de la Hague aussi.

RB: Oui. Donc la direction était plutôt pour [le nucléaire]. Alors ce qui fait qu'il y a des gens comme Didier Anger à la Hague, lui il était d'accord pour travailler avec le CCPAH à condition que la CFDT soit d'accord.

ST: Pourquoi?

RB: Il était pour l'accord avec la gauche, une gauche antinucléaire quelque chose comme ça. J'avais écrit à Pierre Samuel sur ce sujet là, et il m'avait répondu. Pour lui, il disait que le mouvement antinucléaire devait servir de base de masse aux antinucléaires minoritaires qu'il y avait à la CFDT et au PS. Alors que pour nous, on disait, « nous, on est antinucléaire, si ça ne plaît pas à la CFDT ou au PS, ce n'est pas notre problème ». On doit dire la vérité quelques soient les conséquences politiques. Et ça, c'est un truc qu'on a encore maintenant. On l'a sous différentes formes. Si la

position antinucléaire peut porter atteinte au développement des énergies renouvelables, on atténue l'antinucléaire. D'autres, voilà ils disent, « c'est les capitalistes qu'il faut battre avant le nucléaire ». Le nucléaire n'arrive jamais à être indépendant. Il y a très peu de gens qui, eux, sont des antinucléaires indépendants en disant « on n'en veut pas, on va se débrouiller avec ce qu'on a, on ne va pas attendre dix ans pour arrêter le nucléaire ».

BB: On a participé à la marche de la Hague du 6 juin 1976. Et on avait amené la banderole « nous travaillons au CEA, nous sommes contre l'énergie nucléaire ». Parce que je me disais, je trouverai bien un copain de la CFDT pour la porter avec moi. On ne pouvait pas la faire porter à Roger, il n'était pas au CEA. Cette marche, ça nous a beaucoup surpris. C'était très baba cool avec les femmes, avec des jolis robes, avec des enfants, XXX étaient arrivés de Paris en vélo, avec Brice Lalonde. On ne connaissait donc personne, enfin on ne connaissait pas encore le CCPAH. Et catastrophe ! La CFDT n'appelait pas à la manifestation. La CFDT était contre. Il y avait même eu une réunion avec le directeur M. Delonge (?) de la Hague où des délégués CFDT avaient dit qu'est-ce qu'il attendait pour faire quelque chose contre la propagande antinucléaire.

RB: J'ai le texte.

BB: Le texte d'intervention, on doit l'avoir nous.

RB: J'ai le CR de l'assemblée du comité d'entreprise.

BB: Donc on s'est retrouvé...il y avait derrière nous des gens de la...enfin un apparent CFDT, des pêcheries, ou bien de ceux de XXX, parce qu'il y a pas mal de petites industries agro-alimentaires dans le coin. Et ils ne comprenaient pas ce qui se passait. Parce que dans la région ils étaient pour qu'on arrête, pour qu'on ne va pas pour l'extension de la Hague, pour qu'on arrête là. Et Didier Anger prend la parole, un discours ouvriériste pas possible, pour dire qu'il fallait absolument qu'il y ait union avec des travailleurs de la Hague. Moi je suis restée avec ma banderole sans pouvoir faire quoi que ce soit, et on ne connaissait personne. Et après, à cause de cette manifestation de la Hague du 6 juin 1976, on a pris contact avec le CCPAH parce qu'ils se sont trouvés minoritaires eux. On a vu qu'on avait la même optique et le Groupe Information Travail a décidé de travailler avec eux.

ST: Mais au CCPAH, il y avait Didier Anger aussi, non?

RB: Non non, il était au CRILAN. Le CCPAH était indépendant du CRILAN.

ST: Qu'est qu'il y avait au CCPAH?

BB: Il y avait Nicole Girard...il y avait...vous savez c'est la limite, peut-être que dans six mois, on n'aura plus de mémoire du tout.

ST: Vous avez un très bon mémoire, je suis impressionnée.

RB: On se souvient de Nicole, parce que même après la disparition du CCPAH, on a gardé contact. Il y avait celui qui s'est transformé en éditeur. Depuis qu'il s'est séparé de sa compagne, on n'a plus de contact avec lui. Sauf qu'on l'a aidé à la traduction du livre de Jaurès Medvedev, *le Désastre nucléaire en Oural*, qui était publié par ce...On a même fait la préface de ce livre. Il a été publié en 1987. Et puis, alors, je ne me souviens plus de son nom [Alain Fleury]. Ils ont beaucoup travaillé et puis en 1980, il y a eu à nouveau des scissions. Cette année là, il y a eu Plogoff, qui a quand-même été un grand rassemblement antinucléaire, mais contre le nucléaire à Plogoff et non pas contre le

nucléaire partout, comme les gens d'Erdeven. Ce n'était pas non au nucléaire, c'était non au nucléaire à Plogoff. Il devait y avoir une grande fête à la Hague, à laquelle le CRILAN n'a pas voulu participer, en 1980.

ST: Pourquoi il n'a pas voulu participé?

RB: C'était toujours la même chose. C'était des gens qui étaient indépendants disant que la Hague c'est un désastre. Alors que la CFDT était, « on n'est pas contre, on n'est pas pour, il faut protéger les ouvriers ». Ce genre de positions très ambiguës.

ST: Et Didier Anger, lui aussi était proche de ce type de positions?

RB: Oui oui, Didier Anger, il était d'ailleurs assez politisé. C'était un ancien de Socialisme ou Barbarie.

BB: Oh, c'était pas mal, avec Castoriadis

RB: Mais c'était politisé. Alors que ce qui était nouveau dans le mouvement antinucléaire c'est que il y avait des gens qui disaient « les syndicats, on n'en a rien à foutre ».

BB: De gauche ou de droite, on n'en veux pas. Point terminé. La CFDT avait même fait une affiche sur l'autogestion du nucléaire. Je ne sais pas si vous l'avez vu. On l'a quelque part. L'autogestion du nucléaire, il faut le faire ! C'est quand-même...

ST: C'était quand? Pendant les grèves de la Hague?

BB: Probablement. Je ne sais plus. Il n'y a jamais de date, c'est ça le problème. C'est complètement fou.

RB: [lit des passages de son livre « Tchernoblues » (p.65) sur un article dans l'*Alliage* ainsi que des citations qu'il a faite de certains propos de Jean-Marc Lévy-Leblond]

ST: Donc, de votre souvenir, entre 75 et 77, dans *Impascience*, il y avait des gens qui n'étaient pas antinucléaire?

RB: Non non, tous les gens que moi j'ai connu étaient antinucléaires. Et si vous voulez, l'antinucléaire entrainait dans une critique de la science, une critique du progrès.

ST: Et votre position avec votre pancarte « On travaille au CEA, on est contre l'énergie nucléaire », j'imagine que c'était une position assez minoritaire dans le milieu scientifique de l'époque?

BB: C'était complètement minoritaire. C'était vraiment ultra minoritaire.

ST: Il y avait qui d'autres par exemple? Tous les gens du GIT?

BB: Oui, tous les gens du GIT. Petit à petit, ça s'est pioché. On peut dire que ça s'est terminé en 79. On a encore écrit des trucs en 79, on s'est réuni et puis...

ST: Pourquoi s'est-il terminé?

BB: Parce que d'abord il y a eu un gros conflit, le gros conflit c'était « la science, elle peut être bonne. Tout dépend de l'utilisation qu'on en fait. Ce n'est pas la science qui est en cause » etc.

ST: C'était la position de qui?

BB: C'était une amie comme Rose Saint-James, une bonne amie.

ST: C'est le même Saint-James que...

BB: Oui, c'est son mari. Bon, pour elle, on pouvait faire *Science for people* quoi. Et finalement, on en était arrivé à se dire que la méthode scientifique telle qu'on l'utilisait mettait de côté toute une bonne partie de la vie. Avec le découpage en spécialité, c'était complètement réducteur.

ST: Et aliénant?

BB: Non, pas aliénant mais réducteur. Moi, j'étais toujours passionnée par ce que je faisais. Roger aussi.

RB: Quand on fait une expérience, quand on mesure un événement quelconque, on ne prend pas la totalité de l'évènement, sinon c'est très compliqué. Donc on coupe l'évènement en petit bout et on mesure ça. Si on prend des pommes par exemple, on va dire un kilo de pommes, mais ça ne veut rien dire, c'est abstrait parce que ça dépend des pommes etc. Donc si on veut décrire la pomme complètement, c'est beaucoup plus compliqué que de faire une simple mesure. Donc l'approche scientifique est une approche assez réductrice. Alors, on ne peut pas mettre quelque chose d'autre à la place. Il y aurait un travail à faire, justement social, pour savoir comment on doit approcher la réalité, sous quelle forme on doit l'approcher. On ne peut pas donner de solutions, étant donné qu'on est dans une société de mesure. Tout ce qu'on pourrait dire ne sera que de refléter...

BB: Et puis d'un autre côté, il y a toutes les choses irrationnelles et complètement débiles dont on entend par ailleurs.

RB: En plus, il faut tenir compte des scientifiques eux-mêmes. Entendre dire que la science c'est la recherche de la vérité, c'est une connerie, c'est évident. Si il y a une vérité qui vient d'être établie, si quelqu'un cherche et voit ça, il ne sera content que si c'est lui qui l'a trouvé. Ce n'est donc pas la vérité qui est important pour lui, c'est de l'avoir trouvé le premier. Si il l'a trouvé le second, ça ne sert à rien.

ST: C'est très intéressant. C'est d'une certaine manière ce sur quoi travaillent les sociologues des sciences depuis une trentaine d'années maintenant. Mais à l'époque, dans les années 70, aviez-vous la même vision de la science ou est-ce une évolution depuis?

RB: Non non, on avait déjà des éléments.

ST: Par exemple si on revient à Mai 68, on peut dire qu'il y a quand-même eu une certaine critique de la science?

BB: Pas au Mai 68. Pas du tout. En Mai 68, la seule chose qui m'a frappé, c'est... les gens de mon service, quand on s'est réuni, ce qui m'a frappé, c'est ce désir que pour la première fois les gens qu'on rencontrait dans le couloir, on se parlait. C'était vraiment un désir d'échange. Il y avait...pour qu'il y ait des relations humaines. Voilà. Et ça, on l'a retrouvé dans la rue. Les gens dans la rue qui

s'arrêtaient pour discuter, pour se connaître. C'est ça que j'ai senti surtout en 68.

RB: Et d'un autre côté, la remise en question sociale a été relativement marginale.

ST: C'est-à-dire?

RB: C'était pour beaucoup la libération des moeurs qui a pu se transformer plus tard en libéralisme économique [rires]. Mais ça ne remettait pas en cause, en 68, le travail lui-même. Par contre, deux, trois ans plus tard, il y a eu une évolution. Dans beaucoup de professions, certaines personnes, probablement en minorité, se posaient la question, qu'est-ce qu'on fabrique? Comment on fabrique? À quoi ça sert? etc. Par exemple il y a eu des témoignages de cuisiniers d'autoroutes, fast-food, comment on fabrique les repas dans les restaurants d'autoroutes. C'était assez épouvantable.

ST: D'où est-ce que vous les trouviez? Dans les journaux?

RB: Dans les journaux, des tracts, des petits trucs. Certains médecins ont fait des témoignages comme ça, les psychiatres, les psychologues, les sociologues etc.

BB: Partout. On a même eu des réunions d'un groupe informel.

RB: C'est intéressant. On était, nous, scientifiques. Il y avait un psychanalyste, un psychiatre, un sociologue, il y avait des profs de fac, des infirmières, des architectes etc. On se réunissait assez souvent à Paris.

ST: C'était dans quel cadre?

BB: Très informel. Les amis avaient recruté des gens, « Viens voir, il y a des réunions là », bon.

ST: Mais après, ça a débouché sur une organisation?

RB: Attendez attendez. Les gens commencent à dire, voilà comment ça marche chez nous, dans notre... C'était assez affolant parce que chacun pensait que c'était sa profession qui était vraiment très mauvaise. Et puis il s'apercevait que dans les autres, ça pouvait être encore pire, que ce soit l'architecte, que ce soit l'avocat.

ST: Comme par exemple?

BB: Roger avait raconté comment l'argent était dépensé dans son labo. Comment les décisions étaient prises etc. Et on disait, « ce serait bien quand-même si cet argent était utilisé pour la recherche médicale ». L'infirmière de chez Massey (???) a rebondi en disant « Ah, mais vous ne savez pas l'argent qu'on se collecte. La première chose qu'on a fait, c'était un service pour prendre le thé à 5 heures ».[rires]

RB: L'idée qu'on avait derrière, c'était de faire un texte pour démoraliser la population. Le résultat c'est qu'on a été démoralisé complètement et le groupe a éclaté ! Si on avait continué, ça aurait été un drame.

BB: La personne qui avait eu l'idée de ce groupe c'est Jean Clavreul, qui était un psychanalyste, qui est décédé ces jours-ci. Il a écrit un bouquin qui s'appelle « L'ordre médical ». Et finalement ça s'est terminé à Vincennes. Il y a eu toute cette l'Université de Vincennes qui s'est ouverte et puis de toute

façon on ne voyait plus où on allait.

RB: Quand on est démoralisé, c'est difficile.

ST: Mais quand vous dites « démoraliser la population », c'était quoi exactement?

RB: C'est-à-dire expliquer à la population qu'est-ce qu'on faisait. Mais on ne voyait pas de perspectives.

ST: C'est aussi, d'une certaine manière, se dénoncer en fait.

RB: Oui c'est ça. Dire exactement ce qu'on fait, à quoi on sert.

ST: Il y a eu des textes de ce groupe?

BB: Non, c'était oral. Par contre, quelques années avant, il y a eu une tentative d'un peu du même genre à Jussieu.

RB: C'était après.

BB: Après? T'es sûr?

RB: Oui. C'était avec Godmann, mathématicien à Jussieu. Il a fait un texte violent, mais violent. Très ironique sur la science, la relation entre la science, l'industrie et l'armée surtout. Le rôle épouvantable des scientifiques etc. Et il appelait à des réunions à Jussieu et ce texte était affiché un peu partout dans les labos. Donc on s'est trouvé, il n'y avait pas tellement du monde à la réunion. Il y a trois thèmes qui se développent. La relation entre la science et l'armée, la science et l'industrie et la science et la société. Et là, on décide de faire trois groupes de travail. Nous on a choisi science et société. Et on se retrouve à XXX. On se réunissait assez souvent, une fois par semaine. Et tout était enregistré et décrypté.

ST: Est-ce qu'on peut les écouter?

RB: Oui, il faut que je les trouve.

ST: Ce serait génial. Et tout était transcrit?

RB: Certaines, oui. C'est surtout des mathématiciens.

BB: Pas seulement.

ST: Il y avait Petitjean aussi peut-être?

RB: Non non, Petitjean c'était un trockiste lui.

ST: Et votre groupe a débouché sur le *Cri des Labos* peut-être, non?

RB: Non non. Les deux autres groupes n'ont rien fait. Et notre groupe, les réunions ça s'est terminé avec les vacances. Et puis ça s'est fini.

ST: Il y a eu un journal?

BB: Non rien n'est sorti. Finalement, c'est souvent qu'il ne sort rien. Par exemple aux Assises du retraitement de la Hague, en octobre 78, là c'était vraiment un truc unitaire, on ne peut pas plus unitaire. Il y avait à la fois le CCPAH, Didier Anger, le CRILAN, la CFDT, le GSIEN...enfin tout quoi. On avait fait venir Alice Stewart, épidémiologiste anglaise. Il y avait des commissions. Nous on a choisi « nucléaire et santé ». Normalement chaque commission devait préparer un texte.

RB: Faire un compte-rendu, une brochure correspondant à la discussion qu'il y avait. On est les seuls qui l'a fait.

BB: Voilà le document. Il y avait tout le monde. Octobre 78. Et ça a été édité par le CCPAH.

RB: A cette époque-là, il y avait pas mal de groupes, des prisons, des fous etc. Et il y eu une tendance chez certain sociologues, Touraine, mais aussi d'autres personnes, d'essayer de faire une unité de ces groupes en un seul groupe etc. C'était stupide parce que certains de ces groupes étaient en contradiction les uns avec les autres et les motivations n'étaient pas les mêmes. Et on a été très ennuyé avec ce genre de trucs parce que Touraine, il balançait une très jolie femme dans toutes les réunions antinucléaires pour récupérer le truc, en les invitant...

BB: Hegedus...

ST: Oui, c'était une de ses assistantes. La très jolie femme c'était elle?

RB: Oui, c'est elle qu'il envoyait. Et donc elle venait.. et il organisait toutes les semaines, les samedi, il organisait un séminaire ce qui faisait qu'on ne pouvait pas avoir des tas de gens. Il y avait des gens qu'on pouvait envoyer faire des réunions et tout ça, on ne pouvait pas.

BB: Il décapitait le mouvement. En plus, pour les gens qui participaient, par exemple Léon Lemonnier, qui est un technicien, d'être parmi tous ces gens, des gens bien, des scientifiques, des intellectuels, c'était une ouverture extraordinaire. C'était une reconnaissance. Yves Lenoir, il était passionné.

RB: Il était venu à la réunion du GSIEN. Et il a voulu la recruter [recruter Bella Belbéoch]. Il dit, « T'avais été la voir, t'avais été la voir pour discuter »?

BB: Moi j'ai dit que je ne voulais pas.

ST: Donc, ces réunions que Touraine a organisé tous les samedis, c'était dans le cadre de son travail interventionniste qui a donné lieu à *la Prophétie antinucléaire*? D'ailleurs Jean-Paul Shapira et Roland Lagarde y participaient aussi.

RB: Je ne sais pas si c'est celle-là ou d'autre. Mais il y avait une conception du genre que le mouvement syndical et la gauche en tant que groupe d'intervention sociale avaient échoué.

ST: Vous voulez dire pour Touraine?

RB: Oui, par contre, la réunion des différents intervenants au 19ème siècle avait permis de créer des syndicats, des syndicats uniques, qui avaient permis le bon développement du mouvement ouvrier. Donc il s'agissait de faire la même chose pour compenser l'incapacité de la gauche à gérer

correctement la société.

BB: C'est comme ça qu'on l'a compris.

RB: Un peu plus tard, il y a eu une réflexion d'un certain nombre de sociologues qui se sont rendus compte qu'il y avait le problème de relations entre décideurs et citoyens. Je pense à des gens comme Lagadec, Salomon, Duclos...

ST: Roqueplo aussi?

RB: Oui, non, il est un peu à part. Donc ces gens là se sont rendus compte qu'il y avait un problème et que si on ne résoudait pas ce problème, ça serait un désastre. Les gens allaient tout refuser en bloc etc. Donc c'était en gros ça. Donc ils ne remettaient pas en cause la décision, mais la façon dont les décideurs présentaient les décisions aux citoyens. Donc ils disaient qu'il faut une troisième force intermédiaire de manière à faire la liaison. C'était ça en gros leur position. A aucun moment, les décisions ne sont prises en considération.

BB: C'est-à-dire qu'on est toujours en aval et jamais en amont. Les décideurs en amont, les citoyens en aval.

RB: Si vous prenez Patrick Lagadec, sa thèse sur l'accident majeur, c'est une très bonne thèse même si elle déconne un peu à la fin...là il décrit un certain nombre d'accidents industriels, et là c'est lui qui a développé pour la première fois le concept d'évènement précurseur. C'est-à-dire que quand une catastrophe se déclenche, elle ne sort pas du néant. Il y a toujours des évènements qu'on a négligé avant parce qu'ils n'étaient pas tellement importants, mais qui montraient en réalité que derrière des choses moins importants, il y a quelque chose qui ne marche pas. Donc des évènements qui n'ont pas beaucoup d'importance doivent être pris en compte parce qu'il peuvent être précurseur d'un accident. C'est lui qui a avancé ça. Il l'a abandonné après quand il est devenu prof à l'Ecole Polytechnique. Il a organisé...plus tard, il a dit, les industriels ne sont pas préparés à l'accident donc il faut les préparer à l'accident sinon il y a des turbulences. Moi j'ai fait un article sur lui dans la *Gazette Nucléaire*, assez méchant d'ailleurs. Patrick Lagadec disait qu'il fallait maîtriser la turbulence. Moi j'avais conclu que la maîtrise de turbulence passait par la maîtrise du turbulent.

BB: Et il y a Jean-Paul Shapira dont la femme travaillait avec Lagadec. Donc c'est assez compliqué.

RB: Donc il y a toute une tendance sociologique qui sert d'intermédiaire non pas pour expliquer des choses de manière à ce que les gens puissent décider qu'on construit ou pas, mais pour atténuer peut-être l'arrogance de...parce que si on est arrogant, on peut faire n'importe quoi, ça peut être dangereux. Si on atténue un peu...tout un genre d'arguments qu'on trouve maintenant avec Dupuy et son catastrophisme éclairé...que moi j'avais intention d'écrire un livre intitulé « Catastrophisme conviviale ».

ST: Qu'est-ce que vous entendez par là?

RB: Si il y a un accident, si par exemple vous dites aux liquidateurs de Tchernobyl, « Vous savez, dans deux trois mois vous aurez une leucémie », bon, le gars il ne va pas attendre trois mois pour avoir la leucémie, il l'aura un jour après. Il vaut mieux ne rien dire. Comme ça, trois mois se passent et il meurt tranquillement. C'est ça convivial. Ne pas dire la vérité. Si on dit la vérité aux gens, ça les perturbe, ils ne pourront plus vivre. Par exemple, on a eu un exemple précis, l'école de la rue de Chemelle (?), où il y avait pas mal de radon parce que c'est un ancien atelier de radium etc. Il y a un

type qui nous téléphone, c'est un père, il nous téléphone, c'était une école maternelle ou je ne sais plus, et il dit, il y a eu des mesures de radon, qu'est-ce que j'en pensais. Je lui dis, « Vous savez, il faut se méfier, ça dépend de comment vous mesurez le radon, du sol ou d'en haut. C'est un gaz lourd. Si on le mesure tout en haut, il y en aura moins que si on le mesure tout en bas. Si on ouvre la fenêtre avant, le radon est parti et vous n'en savez rien ». Je lui dit qu'il pouvait demander à la CRIIRAD de faire des mesures. Il me dit, « vous pouvez me l'épeler ? ». Il n'avait jamais entendu parler de la CRIIRAD. Après il m'a dit, « Ah bon, on a une réunion avec les officiels ce soir ». Il ne m'a jamais rappelé. C'est évident que dans ces cas là, normalement, le scientifique, ce qu'il devait faire, c'est de prendre tous les enfants dans cette école et de les suivre pendant 10-15 ans. Mais si vous faites une étude comme ça, les mères, si les enfants n'ont rien, les mères vont paniquer, elles vont attendre qu'il y ait quelque chose. C'est très complexe. Ce genre d'études marchent très bien quand il y a une foule énorme, des anonymes, c'est-à-dire, oui il y a 10% des cas, ou 15% des cas, mais on ne sais pas lesquels. Moi j'ai fait une étude en 85-86, une étude avec François Papezyk sur les travailleurs de l'uranium à Saclay. Bon j'avais fait un certain modèle, on a eu les informations dont on avait besoin, peu importe. Pas officiel, attention. C'était simplement...on avait défini une certaine stratégie d'enquête. Il fallait que la cause de la mort soit confirmée par deux personnes du groupe. C'était un groupe assez restreint de 120 personnes à Saclay. Et j'ai dit...autant couper les groupes en trois. Prenons les ouvriers qui ont des tons d'uranium dans l'atelier. Les techniciens qui bricolait les microscopes etc. Et puis les administratifs qui n'avaient jamais mis le pied dans l'atelier. Bon, on pouvait faire un calcul là-dessus. Et on s'apercevait qu'il y avait un excès de mort de cancer. Le risque était plus grand chez les ouvriers, un peu plus faible chez les techniciens, et presque nul chez les administrateurs.

BB: Pas nul tout à fait.

RB: Donc on a fait les calculs avec un certain modèle, en faisant l'état de la situation en décembre 85. Et en 1990, il se trouve qu'il y a eu un mouvement assez important dans le service de ce truc là parce qu'il y a eu deux trois morts d'un seul coup de cancer. Et à ce moment-là, ils décident de faire une étude officielle là dessus. Pour que ce soit très précis, ils vont prendre tout le monde, tout les gens qui sont passés. Parce que nous, on avait exclu, nous on avait dit que c'est des gens très précis.

ST: Donc il s'était passé quelque chose de spécifique en 90?

RB: A l'intérieur du service, il y avait un mouvement parce qu'il y avait des gens qui étaient inquiets.

BB: Les conseils d'unité décident, parce qu'il y a des conseils d'unités toujours, que des études soient faites. Papezyk leur présente les résultats préliminaires et ils décident qu'il faut faire une véritable étude.

RB: Donc à ce moment-là, on a la mortalité officielle reconnue, donc on retrouve nos personnages, c'est le nombre de morts en 90, je regarde, tiens, ça ressemble à ma courbe. Ça veut dire que le modèle que j'ai fait jusqu'en 85, il est valable en 90. ça veut dire que je peux le prolonger un petit peu plus loin. Et comme on ne prenait que les mortalités, si jamais un type a un cancer et qu'il n'est pas mort, on XXX pour les prochaines années. Donc on ne peut pas donner ces chiffres là à ces gens là. Si le type il a un cancer et il n'est pas encore mort, si il est vraiment très angoissé etc., ça va réduire son temps de latence et il va mourir plus vite, c'est claire.

BB: C'est pour ça que c'est tabou. L'administration joue sur ce tabou là.

RB: Les survivants qu'on peut identifier....

BB: Quand tu as été interviewer un mineur d'uranium et qu'on t'avait dit, parce que tu voulais parler des cancers de poumon des mineurs, le XXX t'a dit, « Celui-là, il a cancer ». Du coup, tu n'as pu rien dire. C'est complètement, c'est complètement cadencé quoi.

ST: Tout à fait. Je me suis souvenue de l'étude officieuse de Léon Lemonnier. Quand il était encore au CEA, il avait aussi mené une enquête, il avait aussi observé une sorte d'anomalie de cancers. En 1988 je crois, lui-même avait contracté le cancer après. En même temps, on ne peut pas ne pas être au courant. En même temps, être au courant, c'est une sorte d'impasse.

RB: Dans cette étude là, moi ça m'a intéressé de la faire avec Papezyk. D'ailleurs il y avait un troisième personnage, Pierre Blanchard. Papezyk et Blanchard faisaient parti du groupe. Et Blanchard, lui, en cours d'étude, il est mort de cancer.

BB: Mais Jean-Claude Zerbib ne l'a pas déclaré cancer. Il l'a fait passer par le benzène. Parce qu'un cancer de cerveau, par le rayonnement ou par l'uranium, jamais il n'aurait eu la maladie professionnelle. C'est ça, c'est très très difficile.

RB: Et si vous voulez, l'idée qu'il y avait c'est qu'on peut faire des études épidémiologiques sur des groupes relativement petits à condition que le risque soit gros. Si le risque est petit et le groupe est petit, on ne voit rien. L'erreur scientifique est grande. Mais il y avait, il y a encore, chez beaucoup de scientifiques, l'idée que les études statistiques ne peuvent se faire que sur des grands nombres de cas, ce qui est stupide. Quand on teste des médicaments, on les teste sur peu de gens. Si les conséquences possibles sont importantes, on va demander un taux de confiance différent que si etc...Donc l'idée que j'avais, c'était de montrer qu'on pouvait faire une étude sur un certain nombre de cas, sur des groupes assez petits. Pourvu qu'ils soient cohérents, stables, on n'avait pas besoin des officiels pour faire l'étude. On pouvait les faire soi-même. On n'avait pas besoin de gros équipements mathématiques. Moi j'ai fait ça sur un petit ordinateur de bureau en écrivant moi-même les programmes. Et puis ça pouvait s'appliquer à d'autres groupes à risque qu'on connaissait à Saclay. Par exemple, les labos chauds et les réacteurs. Et puis ça pouvait intervenir au niveau légal, on a essayé de trouver des juristes, pour montrer que si quelqu'un a un cancer et qu'il fait partie d'un groupe où on a mis en évidence un excès de cancer professionnel, normalement il doit y avoir une présomption de cancer professionnel pour ce personnage. Comme le cancer professionnel est identique au cancer normal, on ne peut jamais le dire. Mais si le type appartient à un groupe où on a mis en évidence un excès de cancer, il y a de fortes chances pour que son cancer soit un cancer professionnel. D'ailleurs ce concept a été utilisé dans l'affaire de sida pour les transfusés dans lequel il y avait quelqu'un qui a eu le sida et ça avait été déclaré comme du à la transfusion. Parce que le juge avait dit, parce qu'on a montré que parmi les transfusés il y avait un nombre important du sida. Voyez, ça avait été introduit. Mais bon, à partir de là, les syndicats se sont désintéressés du problème. Des juristes, on n'en a pas trouvé.

ST: Ah bon?

BB: Il n'y avait que Jean-Claude Zerbib et François Papezyk pour s'y intéresser alors. Van Campen, sa réaction, c'était, « oui, encore on va dire que le nucléaire tue ». Il n'a pas voulu...

RB: On a été invité par le Comité Hygiène et Sécurité de Saclay pour présenter les choses. Normalement, dans le Comité Hygiène et Sécurité, le directeur du Centre vient normalement. Là, il avait d'autres choses à faire. Il n'est pas venu. Le secrétaire de la CFDT de Saclay était membre

d'office parce qu'il faisait partie du SPR. Il n'est pas venu. Et puis le médecin du travail n'est pas venu. Il y avait un médecin complètement stupide et idiot qui est venu, il ne comprenait rien à rien. Il y avait une étude qui avait été lancée par les trois personnes du CEA. Aucune de trois n'est venue.

ST: Trois personnes du SPR?

RB: Non non, c'était des épidémiologistes de l'IPSN qui étaient chargés de faire l'étude. Normalement, comme c'était une étude contradictoire sur la notre, ils auraient du venir pour discuter. Ils ne sont pas venus. Et puis, nous on pensait, on avait fait un rapport, on pensait que le rapport serait comme d'habitude joint au compte-rendu - et le compte-rendu de la CHS est diffusé dans tout le CEA. On pensait que notre texte allait être diffusé dans tout le CEA. Ils ont marqué « celui qui veut le texte il peut écrire... » etc.

ST: C'était un texte de combien de pages?

RB: C'était un texte important. Une dizaine de pages. C'est un rapport.

ST: Après, on l'avait publié quelque part ou pas?

BB: On espère qu'il va être publié cette année parce que lors du colloque de l'année dernière organisé par la CRIIRAD, à une session, il était question de l'uranium appauvri donc il y a eu deux exposés sur l'uranium appauvri militaire. Moi j'ai exposé sur l'uranium appauvri civil parce qu'il y a 199,900 tons d'oxydes d'uranium appauvri qui sont stockés, ça devait être stocké à Bessines. Et donc, j'ai fait un exposé là-dessus. Et j'ai dit que finalement c'est parce que la nocivité de l'uranium a toujours été sous-estimée que le nucléaire a pu se développer. J'ai donné deux exemples épidémiologiques. Les études épidémiologiques sur les mineurs d'uranium et sur les groupes de travailleurs sur l'uranium de Saclay. Donc en principe, ça devrait être publié si les actes du colloque voient le jour...un jour.

ST: Donc c'était le colloque de Lyon de 2005?

BB: De Lyon Charbonnière, de la Criirad.

RB: Il y a une information assez curieuse. J'ai fait plusieurs conférences dans la région de Limousin sur les mines. Un jour, j'avais été invité par le conseil municipal de Bessines à un moment donné. « Mais on pourrait faire la réunion publique sur les problèmes des mines à Bessines même? ». « Oui d'accord ». Donc le matin il y a la conférence de presse à Limoges avec quelques journalistes. Il y a un maire qui est venu, pas longtemps, il est resté quelques minutes et il est reparti. Et puis le soir on devait se réunir dans le bâtiment public, enfin...de la mairie. Il fallait des personnes qui partent en avance pour installer le matériel, on va passer des films etc. Moi, à la fin, je vois un car de gendarmes. On rentre, qu'est-ce qu'on voit, il y a des gendarmes qui sont là.

ST: Combien de gendarmes?

RB: Je ne sais pas, il y avait plusieurs gendarmes qui étaient là. Et ce qui s'est passé, c'est que quand les amis sont arrivés pour mettre le matériel, les gros bras de la CGT des mineurs sont arrivés et ont menacé de tout casser, y compris de tabasser l'ennemi quoi. Donc on a fait une conférence sous la protection de la gendarmerie.

ST: Et qu'est-ce qui les avait appelé?

RB: Ben, il y avait quelqu'un du groupe qui a été à la gendarmerie en disant « si vous ne venez pas, ça va être le massacre, donc venez ». Les gendarmes s'y attendaient, ils savaient que ça allait se produire. Quand au maire le salopard, il s'est retiré lui, il n'est venu qu'à la fin. Le maire c'était comment? Brouille peut-être, oui, [Bernard] Brouille. C'est assez curieux. Moi je me suis fait traiter de XXX alors que je ne citais que des trucs officiels. J'avais apporté une étude spéciale, mais c'était simplement les résultats du CEA qui montrait qu'il y avait un excès de cancer chez les mineurs d'uranium.

ST: C'est une étude du CEA? Ça date de quand?

RB: Oh, c'est une affaire compliquée.

BB: Il y a eu une dizaine, une vingtaine d'articles, de publications. C'est quand-même... Si vous voulez, à partir du moment où on s'est intéressé aux effets de faibles doses de rayonnements, il a fallu vraiment porter ça à bout de bras, tellement c'était en France, que ce soit l'Académie des Sciences ou l'Académie de Médecine... ils sont complètement pour que les rayonnements soient inoffensives quoi. Donc à chaque fois, c'est minimiser l'influence des rayonnements. A tel point que lorsque les normes de radioprotection ont été abaissés en 1990, on a eu un texte qui a fui par les Amis de la Terre anglais. On a su que les officiels français avaient écrit à la CIPR pour que les normes ne soient pas abaissées. Ils donnaient comme exemple le fait que ce serait difficile d'appliquer ces nouvelles normes chez les mineurs, pour ceux du cycle de combustible et pour les opérateurs des services de médecine de radiothérapie.

RB: Et les opposants les plus forts à la baisse des normes, c'était les médecins. EDF il s'en foutait parce qu'il gérait un labo. C'était-à-dire que les gens qui prenaient des doses les plus importantes, c'était des intérimaires. Et quand un intérimaire dépassait sa dose, il était mis au chômage. Donc ça ne coûtait rien du tout à EDF. Une autre chose que je voulais signaler à propos du GSIEN et puis du Comité, les élections de 1981 de Mitterrand était un désastre. La plupart des gens qui étaient actifs au GSIEN ont disparu. Lagarde par exemple... Laponche, quoi qu'il n'était pas au GSIEN... ils se sont retrouvés à l'AFMT.

BB: Des gens sont partis comme ça. Ils ont fait partie du groupe ALTER.

RB: Dans les comités, il y avait pas mal des gens soit de la CFDT, soit du PSU. Parce que le PSU avait fait une campagne antinucléaire assez importante avant les élections, sur le thème « Société nucléaire, société policière ». Moi j'avais dit que c'est faux, c'est « Société nucléaire, société militaire ».

ST: Quelle était la différence pour vous?

RB: Que la police n'est pas suffisante pour gérer une crise. Il faut l'intervention des militaires. Un accident nucléaire... à Tchernobyl, c'est ce qui s'est passé. L'armée est intervenue. Bon, quand Bouchardeau est passée ministre de Mitterrand, tout ça s'est calmé. Et tous les gens du PSU qui étaient dans des comités sont fuis aussi dans les DRIRE, un peu partout etc. Ce qui fait que ça a été vraiment l'effondrement. Je me souviens, ça a duré quelques années, le GSIEN c'était vachement calme. Et je me souviens, en 84, 85, on déjeunait avec les Sené, Raymond était au ministère de l'Environnement, et on se posait la question « est-ce qu'il faut continuer? ». Je me souviens ça, on s'était marré avec ça, « peut-être qu'il faut s'intéresser à la défense des animaux, que ce serait plus utile ». Arrive 86 et Tchernobyl et ça redémarre. Si Tchernobyl n'avait pas eu lieu, le GSIEN aurait

disparu dans le temps.

ST: Mais jusque là, vous avez fait partie des réunions du GSIEN?

BB: Ah ben oui, on faisait partie du bureau. J'étais secrétaire du GSIEN, à partir de 81, 82.

RB: Je me souviens d'une AG assez marrant. Il y avait pas mal de gens qui disent « il faudrait faire ceci il faudrait cela ». Avec Raymond, on en a marre. Il va au tableau, ça c'est au Collège de France, il prend un bout de craie. Il dit, « Bon alors qu'est-ce qu'on fait ? On fait une telle étude, on fait une telle étude ». Il dit, « Alors qui fait ça? ». Personne ! C'était terrible. Personne ne voulait rien faire, à part deux trois personnes.

ST: A part les Sené, vous-mêmes...

BB: Ce qui est assez curieux pendant des années au GSIEN, c'est que les comités antinucléaires venaient régulièrement aux AG exposer ce qu'ils avaient fait.

RB: C'était vraiment le côté vivant. Ce n'était pas les scientifiques qui faisaient les côtés vivants du GSIEN, mais c'était les comités locaux.

ST: Comme par exemple?

BB: Stop Nogent, Stop Golfech, après il y a eu Stop Ciraux. C'est vraiment curieux parce que le GSIEN n'était pas antinucléaire et les comités antinucléaires venaient là. C'est vraiment curieux. Moi je me suis demandé à moi-même si ce n'était pas parce qu'on y était. Je ne crois pas. Les gens avaient besoin d'un endroit où se retrouver avec une très bonne bouffe. Parce qu'il y a toujours eu le midi très bon, très convivial..

RB: Les Sené faisaient [de très bon repas]...

BB: Et c'est très important.

RB: Le problème qu'il y a jusqu'aux élections, c'est que la *Gazette Nucléaire* était sous les mains de Lagarde. Complètement. Il ré-écrivait tout.

ST: C'était jusqu'en 78 en fait.

RB: Même après. Après les élections, il a disparu, je ne sais pas où il était nommé, peu importe. C'est Monique Sené qui s'en est occupé. Elle était beaucoup plus libérale, elle passait les articles de Lemonnier etc.

ST: Et M. Lagarde censurait les articles?

RB: Il écrivait avec une certaine logique la Gazette. Je ne sais pas ce qu'il faisait, nous on n'y faisait pas grande chose à cette époque-là.

BB: La Gazette numéro 56-57, fondamentale... Il se passe des choses bizarres, vous savez. On reçoit un email d'un copain de Stop Nogent, il dit, « j'ai reçu un article formidable du forum du Réseau Sortir du Nucléaire sur les faibles doses ». Je regarde. C'est l'article que Roger a publié dans la *Gazette Nucléaire* sur la traduction d'un texte d'Alice Stewart qu'on a travaillé pendant des

semaines pour être sûr qu'on ne disait pas...La Gazette 56/57 est sur les faibles doses, un article très important d'Alice Stewart qui était traduit ensuite par notre amie japonaise, XXX, au Japon. Avec toutes les références etc. C'est un article sur les normes de radioprotection. Et on dit, « Tiens, regardes, comme c'est vieux cet article là ».

ST: Parce que c'était anonyme?

BB: Oui, à l'époque on ne mettait pas les noms sur les articles. Finalement j'ai relevé tous les articles qu'on a fait dans la *Gazette Nucléaire* sur les faibles, ça en fait, c'est impressionnant.

RB: Pour la *Gazette Nucléaire*, on voulait faire un comité de rédaction. Tout le monde est d'accord. Donc on finit par une réunion, il n'y avait pas grand monde. Il y avait les Sené, il y avait Pharabod, il y avait Belbenoist et Pieux-Gilède. Pharabod dit, « Moi je ne peux pas parce que je suis en train d'écrire un bouquin, je suis pris » etc. Pieux-Gilède dit, « Ce que je vous propose, quand vos articles sont durs à comprendre, je me propose de les ré-écrire ».

ST: C'était qui?

RB: C'est une dame qui avait travaillé dans Que-Choisir, qui a fait de bons articles, qui est à la retraite maintenant.

ST: Elle est journaliste?

RB: Oui, chimiste quand-même, mais elle était dans le journal. Elle s'occupe d'une association, la CIRADE, à Orléans. Alors évidemment, proposer à un scientifique de ré-écrire ses articles, ce n'est pas possible. A un autre moment, moi j'avais dit, ce qui serait intéressant pour quelques scientifiques qui étaient là, c'était avant Tchernobyl ça, on s'est tous préoccupés par un problème particulier, nous c'était les faibles doses, Raymond Sené c'était essentiellement la sûreté, un autre c'était autre chose etc. J'ai dit, ce qu'on pourrait faire, c'est de faire un séminaire chaque fois. Comme on pourrait se réunir facilement au Collège de France, il n'y avait pas de problème, ça ne demande aucun travail parce que chacun va le faire sur le sujet qu'il traite lui-même. Ça n'a pas été accepté ça. Les gens ne voulaient pas se réunir.

ST: C'était pendant l'AG?

RB: Non non, je ne sais pas. Le bureau ne s'est jamais réuni vraiment beaucoup.

ST: Donc les réunions, c'était essentiellement à l'AG? Ce n'était pas une fois par mois etc. ?

RB: Non. Au début, il y avait des trucs intéressants. On se réunissait un soir chez les Sené à Orsay, on était trois-quatre et on dépouillait les courriers. On regardait les courriers pour savoir qui allait répondre à qui. Ça a marché pendant un an ou deux. C'était assez sympathique. Après ça a disparu ça.

BB: Ça a disparu parce qu'en réalité le nombre d'adhérents a disparu, il y avait de moins en moins de scientifiques dans le nombre d'adhérents. On était 42 mais il n'y avait pas beaucoup de scientifiques. A un moment donné, il était question de faire « les Amis du GSIEN » et puis ça n'a pas marché.

RB: Pour faire la distinction entre les scientifiques et...

BB: Maintenant, moi j'ai démissionné du bureau et Roger a démissionné du GSIEN. Je ne sais pas si Monique Sené vous en a parlé.

ST: Non, on n'en a pas parlé. C'était pour quelle raison?

RB: Il y a une autre chose qu'il faut signaler au niveau du mouvement antinucléaire. C'est qu'il y a une espèce d'institutionnalisation du mouvement antinucléaire. Les associations ont tendance à s'institutionnaliser, c'est-à-dire à participer à des gestions plus ou moins effectives de certains problèmes. En particulier, Monique Sené fait partie d'un nombre considérable de groupes de travail etc. Alors pour certains, je pense que pour les Sené, c'est qu'ils pensent que l'arrêt du nucléaire n'est pas possible donc ça peut être un moyen pour eux d'éviter éventuellement le désastre, d'atténuer un peu etc. Moi je ne crois pas tellement à ça. Pour d'autres, c'est plus complexe parce qu'il y a des interprétations disant que chaque fois qu'il y a un petit groupe, une petite association qui participe comme ça, il y a des indemnités qui sont payées. Donc ça permet de

ST: Pour le moment, il n'y a pas vraiment d'indemnités en fait. Il n'y a que les frais de voyages en général.

RB: Oh, ça dépend.

BB: Et ça fait une reconnaissance. Les gens sont avides pour...

ST: Il y a aussi la question d'accès aux documents. Il y a beaucoup de motifs différents.

RB: Mais, c'est une question à mon avis beaucoup plus complexe, beaucoup plus importante. Ce n'est pas que le nucléaire. Dans tous les domaines, l'Etat cherche à institutionnaliser ça. Par exemple, pour les débats citoyens etc.

BB: ça revient à faire admettre aux gens en réalité, ou les gens admettent eux-mêmes...

RB: Ce n'est jamais des discussions pour savoir si on prend une décision ou pas. C'est simplement d'avoir des explications. Les gens n'ont pas besoin des officiels pour avoir des explications. On peut les avoir soi-même. Il ne faut pas charrier.

ST: Comme il n'y pas une prise en charge juridique, ne serait-ce qu'une certaine pression vis-à-vis des élus, ça devient rapidement des dispositifs assez accessoires. Mais il y a des pays comme par exemple le Royaume Uni où on est plus avancé. Par exemple, ils ont fait un jury citoyen sur les nanos. Là effectivement, ils ont eu un pré-engagement des décideurs pour s'exprimer sur les décisions des citoyens.

RB: Oui, mais le problème, ce n'est pas s'expliquer, c'est que le citoyen doit prendre la décision. Ce n'est pas aux décideurs de décider.

ST: Mais le problème c'est toujours le nombre très réduit des jurys. C'est toujours quinze personnes environ donc ça pose un problème en termes de représentativité.

RB: Dans les discussions, il n'est jamais question de ne pas faire la chose.

BB: Ce que dit Lagadec, ça ne m'intéresse pas de savoir comment on va gérer, je ne veux pas gérer,

ce qui m'intéresse c'est d'arrêter le nucléaire.

RB: ça peut prendre des proportions assez graves. Il y a un ou deux ans...en France il y a deux laboratoires indépendants. La CRIIRAD et l'ACRO. Il y a eu l'idée de fusionner la totalité des laboratoires dits indépendants ou officiels. En mettant dans les laboratoires indépendants les laboratoires universitaires, qu'ils considéraient entre guillemet comme indépendants et puis les laboratoires officiels, de faire un groupe pour tous ces laboratoires avec un comité scientifique. Les laboratoires, ils sont agréments à ce moment-là, feraient des mesures mais ils ne feraient pas l'interprétation de ces mesures. Les mesures seraient données à ce comité scientifique qui en ferait l'interprétation. A ce moment là, c'est l'institution qui fait l'interprétation des mesures, ce n'est plus la CRIIRAD ni l'ACRO. Dans le groupe qui était chargé de l'accréditation des laboratoires, il y avait Monique Sené et un type de l'ACRO, Pierre Barbey peut-être. Ça posait des problèmes parce que la CRIIRAD a été violemment opposée à ça parce que la CRIIRAD voulait garder son indépendance au niveau de l'interprétation des résultats etc. Et puis le truc a sauté parce que effectivement il y avait une bourde juridique parce qu'il y avait un représentant de l'ACRO qui faisait partie de l'accréditation des laboratoires indépendants alors qu'eux sont déjà un laboratoire.

ST: C'est pour ça que ça n'a pas marché?

RB: Ils ont pris ça comme prétexte mais en réalité la CRIIRAD a fait une campagne assez forte pour montrer qu'on était en train de les assassiner quoi.

ST: Il y a aussi une argumentation qui dit que c'est quelque chose qui permettrait de rendre publiques toutes les mesures alors que ce n'est pas le cas pour le moment. Il y a un double aspect quand-même.

RB: Les seules mesures importantes à rendre public, c'est les mesures des laboratoires indépendants. C'est la CRIIRAD et l'ACRO. L'ACRO était en faillite il y a deux ans. Les autorités de sûreté leur ont donné un paquet d'argent en leur achetant toutes leurs études. Donc ils perdent leur indépendance ceux-là. Robins des Bois, qui était en faillite aussi, complète, a été re-financé par l'Etat. A partir du moment où on est comme ça, c'est fini.

ST: Je ne sais pas si ils ont acheté leurs études. Leurs études sont toujours publiques.

BB: Ils ont donné leur données quoi. Les archives...

RB: Je ne sais pas comment ça s'est produit mais ils ont eu de grosses difficultés financières.

BB: Ils ont du recevoir de l'argent.

RB: Quand on veut être indépendant, il faut faire attention à ne pas avoir trop grand. Quand on a trop grand en termes d'argent, on ne peut plus rembourser. Il faut accepter des contrats etc. La CRIIRAD a failli sauter comme ça il y a quelques années. Obligée d'accepter des contrats pas très sains. Il y avait un contrat avec Saint-Gobain (?), heureusement ils s'en sont dégagés au dernier moment. C'est toujours dangereux ce genre de choses. Monique Sené, quand elle participe à des choses de Sénat etc., il y a une indemnité qui est fournie quoi. Sinon le GSIEN ne pouvait pas vivre, si c'était uniquement avec les adhérents. Je sais qu'ils touchent de l'argent.

BB: C'est par contrat. C'est comme un contrat. Par exemple, pour l'analyse du Nord Contentin.

ST: Pour les analyses des labos, oui, mais pour les CLI etc., ce n'est pas le cas.

RB: Par exemple les contre-expertises...par exemple il y a une visite décennale, une inspection décennale, les gens travaillent une semaine sur place, ça c'est indemnisé. Je ne sais pas parce que si il n'y avait que des adhérents, il n'y aurait pas beaucoup d'argent.

BB: Non, mais elle l'a dit à l'AG. L'argent vient des travaux qui font eux. Moi, ça ne me gênerait pas. Ce qui me gêne, c'est qu'il y a à gérer...

RB: C'est qu'il y a, c'est qu'il n'y a pas assez de scientifiques.

ST: Finalement, on arrive à passer tout son temps libre dans des dispositifs participatifs. On l'a bien vu avec les débats publics récents. Les associations qui y ont participé ont été obligés à engager un ou deux militants pendant au moins huit mois. C'est un investissement très important. Ce que disait Jacques Testart, c'est que si le débat est tronqué, dans ce cas-là, il faut indemniser les militants associatifs parce qu'on leur vole du temps pour rien. Tout le temps qu'on a passé pendant des mois, c'est vrai que personne ne le considère.

RB: Si vous regardez le Réseau, il y a deux ans, il était question qu'il y ait des dialogues entre CORE et puis des associations etc. Et le Réseau a pris position en disant, « nous on ne veut pas dialoguer avec ces gens-là parce qu'ils sont impliqués dans la question de Tchernobyl » etc. Et à l'AG, il y a eu une motion qui est votée pour dire que le Réseau ne participera pas à ces dialogues. Ils ont eu la majorité, mais bon, quelques voix plus, pas plus que ça. D'un autre côté interviennent un type de Greenpeace et un type de Wise en disant qu'il fallait participer aux discussions officielles etc etc. Ce qui fait que comme le Réseau vit avec les 250 ou je ne sais pas combien d'associations...

ST: 720...

RB: Que la plupart des associations sont contrôlées par les Verts, en gros, ou les écolos, le conseil d'administration qui avait fait cette proposition qui avait été approuvée s'est rendu compte que si ils s'acharnaient là-dessus, le Réseau éclatait. Donc ils ont renoncé à cette motion en disant que le Réseau ne donnera pas de conseil pour savoir si on discute ou si on ne discute pas avec ces gens-là.

BB: Il y a par exemple quelque chose qui est assez grave. En ce moment va se construire une nouvelle usine d'enrichissement qui s'appelle Georges Besse 2. Ce qui est lamentable c'est que la CLAD (Coordination Limousin Anti-déchets Radioactifs), donc le Limousin, avait demandé à ce qu'à Cherbourg il n'y ait pas seulement une position contre l'EPR mais qu'il y ait une prise de position contre Georges Besse 2 parce que c'est l'enrichissement qui est à la base du nucléaire. Si il n'y a pas de combustible, il n'y a pas de nucléaire. Ça n'a pas été accepté.

RB: Je ne sais pas si c'est Raymond Sené qui avait mentionné ça. Pendant Tchernobyl, beaucoup de laboratoires avaient des moyens de mesure donc ils ont fait des mesures. Un scientifique qui fait des mesures et qui ne publie pas, ça ne sert à rien. Donc ils ont décidé, je ne sais pas par quel moyen, de se réunir pour dire comment ils allaient publier. Si ils allaient faire une publication unique, dans quelle revue etc. Donc ils se réunissent au CNRS je pense, et puis ils discutent entre eux pour se mettre d'accord sur comment présenter les résultats. Quand la discussion est terminée, se présente le président du CNRS qui dit « Toutes les mesures que vous avez faites, c'est la propriété du CNRS, donc vous n'avez pas le droit de publier sans notre accord ».

BB: Il faudrait que vous redemandiez à Monique Sené.

RB: Donc ça n'a jamais été publié. Par contre, ce qui aurait pu être fait, et on n'a pas le droit de le leur interdire, ils auraient pu dire que le CNRS possédait les mesures et qu'il ne voulait pas les publier. Ça, ils auraient pu dire ça, les scientifiques. Mais ils n'ont pas dit ça.

ST: Vous étiez en France pendant l'accident?

BB: Oui. On a écrit le 1er Mai, on a fait un article dans *Ecologie Hebdo* sur le complot international en disant que ça fait partie aussi de... Tous les dossiers sur Tchernobyl, c'est moi qui les ai fait.

RB : Ce qui est important, c'est de dire qu'on nous a menti mais le problème c'est que les informations, on les avait, on n'avait pas besoin des officiels pour avoir l'information. Bien sûr il fallait lire les journaux ukrainiens, il fallait lire les journaux russes, et les traduire. Le mensonge c'est une source d'information parce que quand le mensonge vient de plusieurs endroits différents et quand c'est compliqué, les mensonges ne sont pas identiques. Donc la différence entre les mensonges donne des informations. D'où l'idée, c'est un truc que j'ai trouvé en 79, après TMI...parce que à TMI, les autorités de sûreté, il y avait trois types qui avaient les mêmes niveaux hiérarchiques. Ils ont tous parlé, mais différemment. Ce qui fait que ça a été la panique parce que ce n'était pas la même chose. Et il y a eu une intervention, quelques mois plus tard, d'un officiel français, auprès des autorités américaines disant que ce n'est pas bien comme ça, il faut qu'il y ait une seule source d'information, qu'en cas d'accident il faut qu'il y ait une seule personne qui parle. Avant Tchernobyl, il y avait une circulaire officielle disant qu'en cas d'accident, une seule personne devait parler publiquement, c'était le ministre de l'Industrie, sauf si c'était un accident de transport. Dans ce cas-là, ce serait le ministre de Transports. Donc c'est Madelin qui était intervenu et les ministres de la Santé et de l'Environnement n'ont rien dit.

ST: C'est une circulaire de quelle année?

RB: Quelques mois avant Tchernobyl. Et cette circulaire s'est transformé en décret ou un arrêté un peu plus compliqué, un peu plus officiel, signé Chirac, après l'accident. Et ce qui s'est produit encore plus récemment, il y a eu la création de l'IRSN. Avant, au niveau nucléaire, il y avait la santé, Pellerin, et les autorités de sûreté. Pellerin dépendait de la Santé et l'autre dépendait de l'Industrie et de l'Environnement. Il y a eu une réforme, l'ensemble a été regroupé en un seul organisme, un seul patron, Lacoste.

BB: C'est aussi une des raisons pour laquelle j'ai démissionné du bureau parce que finalement Lacoste ce n'est pas un personnage sympathique. Même *le Figaro* a écrit des articles, qu'il a censuré les scientifiques de l'IRSN qui voulaient publier des propos, il a refusé. Donc c'est lui maintenant le responsable en chef. Et c'est lui qui finalement, dans le comité de pilotage où Monique avait été nommée par décret, c'est Lacoste qui l'a nommé.

RB: Il y avait un article dans *les Echos*. Il y avait une page entière sur Lacoste avec son curriculum vitae. Polytechnique etc. Et il y a un trou de dix ans.

ST: Sur quelle période?

RB: 74 et après. Ce qu'on a trouvé c'est que M. Lacoste, en sortant de Polytechnique et des Corps des Mines, était responsable de la sûreté dans les mines de charbon de Liévin au moment où il y a eu un accident très grave avec pas mal de morts. Et apparemment les normes de sûreté n'avaient pas été respecté et l'affaire avait été passée à la justice où le juge Pascal (?), qui était un personnage très

dynamique, violent etc., qui était célèbre, avait inculpé M. Lacoste et deux autres. Bon, ça a commencé à prendre des proportions assez importantes et le juge Pascal, on l'a sorti de l'affaire et on en a mis un autre. Et l'autre a sorti de l'inculpation Lacoste et un autre.

BB: Il y a eu un seul inculpé, le plus haut responsable, et non pas Lacoste.

RB: Apparemment, ce qui s'est passé à mon avis, Lacoste a du être mis en placard pendant longtemps parce que ce n'est pas possible qu'un type qui sort de la Polytechnique, pendant dix ans, il n'a pas de boulot auquel on peut faire de référence. Et tout ça, on les a trouvé dans la commémoration 2004, il y avait l'anniversaire de l'accident de Liévin, et tout ça a été écrit dans le journal *La Voix du Nord*.

BB: Je pense que la situation est assez dramatique en France parce qu'on est quand-même le seul pays à avoir 80% de l'électricité d'origine nucléaire. Que ce soit en Allemagne ou au Danemark, ils ont conservé leur fossile, le charbon, qui modernisent. Nous, on a mis au point le XXX, on l'a vendu en Chine pendant la période de l'épidémie du SRAS. On pensait qu'il y aurait une autre à garder...rien rien rien. EDF a démantelé quasiment six centrales à charbon, a construit des choses...enfin c'est fou le nombre d'engagements qu'ils ont à l'étranger, pour des cycles à gaz à combiné, pour des centrales super-critiques, pour tout ce que vous voulez. Il n'y a rien en France. C'est comme si on allait être vraiment gelé en nucléaire.

RB: Avec l'accord des écologistes ! Ma réflexion en ce moment, c'est de dire que le mouvement antinucléaire a été le meilleur appui d'EDF pour le développement du nucléaire. Au début, l'accident n'était pas tellement mis en avance par des écologistes. Mais même maintenant, quand ils parlent de l'accident, ils donnent comme solution possible de sortie du nucléaire les éoliennes et le solaire. Ce qui est complètement stupide. Si vous dites à un parisien qu'on va mettre les éoliennes, il va dire « où on va mettre les éoliens à Paris »? Donc c'est évident que si on dit qu'un accident, on peut l'éviter en donnant des solutions qui ne sont pas crédibles, c'est évident que les gens disent, « bon d'accord c'est dangereux mais on ne peut pas faire autrement ». C'est diabolique comme truc.

BB: On est coincé.

RB: Parce que bon, le solaire, quand les gens parlent du solaire...un ancien collègue du labo qui travaillait au CERN et qui s'est fait une jolie grande maison aux Vosges (?), il y va tout le temps, pour les vacances etc. Il m'en parle tout le temps. Il me téléphone, il dit « je suis totalement indépendant, du solaire, du photovoltaïque etc ». Je lui dis, « tu peux t'éclairer dans la journée mais dans la nuit comment tu fais »? Il me dit, « j'ai du plomb dans la cave, la batterie ». Ce n'est pas évident. En plus ça coûte vachement cher. Il me dit, « maintenant je produis plus de courants que j'utilise ». Bien sûr, il habite Genève, il vient de temps en temps passer quelques jours dans sa maison de campagne. Pendant tout le temps qu'il n'y ait pas eu de produit, je lui dis, « oui, tu produis plus, mais c'est nous qui payons parce que EDF t'achète le courant plus cher qu'il est normal ».

BB: Fort heureusement...Le problème c'est que le nombre d'industries en France diminuent parce que tout s'externalise. Mais les industriels ont toujours fait de la co-génération, c'est-à-dire qu'ils ont toujours fabriqué leur propre électricité parce qu'ils utilisaient la vapeur ou le gaz pour leurs procédés industriels. D'après ce que j'ai regardé, ça existe toujours. Il y a quand-même des...Le problème c'est qu'on ne peut pas compenser les pertes des centrales qui auraient pu être modernisées. Alors évidemment EDF joue sur du XXX et la Cogéma et Areva jouent sur du XXX...La nouvelle usine Georges Besse va utiliser trois fois moins de courants que maintenant.

Trois réacteurs de Tricastin sont utilisés pour la diffusion...

RB: Moi j'ai eu des arguments des écolos, il y a très longtemps, qui étaient contre l'utilisation du charbon. Leur argumentation c'était de dire que si on trouve une solution avec le charbon pour remplacer le nucléaire, ça va empêcher le développement des énergies renouvelables. Ce qu'ils voulaient, eux, c'est qu'on dépense de plus en plus d'argent pour améliorer les renouvelables. Mais c'est évident que même si on améliore le rendement des photovoltaïques, le rendement pendant la nuit ce sera zéro, c'est claire ça. Quant aux éoliennes, ce qui est absolument scandaleux, quand ils donnent des chiffres en disant qu'on met les éoliennes à tel endroit etc., ça va pouvoir alimenter tant de foyers. Mais on ne dit pas la production. On ne dit pas par exemple qu'une éolienne, le vent doit avoir une certaine vitesse, une certaine valeur ou une autre. Et quand on regarde ça, l'efficacité d'une éolienne c'est à peu près le quart à puissance égale d'une centrale nucléaire. On arrive à la limite maintenant. Ces éoliennes qui font 100 mètres de haut. Comme ça doit tourner à une certaine vitesse, plus les pales sont grandes, plus la vitesse au bout de pale est importante. On arrive maintenant à avoir des vitesses d'un bout de pale qui sont voisines de la vitesse du XXX. On ne pourra pas aller plus loin. Il y a eu la revue de l'Areva, il y a une connerie dans son dernier numéro, en parlant d'une éolienne horizontale de 9 MW.

BB: Horizontale sur les toits de Paris par exemple ! Ils se sont trompés d'un facteur de 1000. C'est 9 KW et non 9 MW. Il n'y a pas d'éoliennes de 9 MW encore au monde.

RB: Et on n'envisage pas de le faire.

BB: Je sais que Bernard Laponche a beaucoup préconisé le gaz. Partout où ils ont supprimés les centrales [à gaz?], à XXX, les travailleurs bien sûr auraient aimé que ça continue où si on la supprime, qu'on mette une unité de production moderne. Mais il n'y a pas eu d'écho. Le charbon...

ST: C'est la question du changement climatique qui pèse.

RB: Comme la production mondiale de l'électricité nucléaire représenterait 6% de la consommation d'énergie, si on remplace ce 6% du nucléaire avec 6% du charbon, ce n'est pas ça qui va bouleverser l'effet de serre. Au lieu de monter 2 mètres, les mers vont monter 2 mètres et un centimètre. Ça ne changera rien. Donc ce ne sera pas le désastre. Quand ils donnent des chiffres, les écolos, ce n'est pas utilisable. Par exemple, quand ils vont parler du gaz. En principe, au niveau de la production électrique, l'usine de production électrique doit avoir six mois de combustible. Pour le nucléaire il n'y pas de problème, il suffit d'avoir deux coeurs en avance, il n'y a pas de problème pour stocker le coeur. Le charbon ça marche. Le pétrole c'est ça. Le gaz... Si on veut faire des usines à gaz produisant de l'électricité, il faut qu'on ait un stockage de gaz pour 6 mois. Si maintenant vous dites, on va remplacer 30-40 % de la consommation électrique par le gaz, quelle quantité de gaz ça fait par rapport à la quantité de gaz qu'on utilise maintenant ? Aucun chiffre, on n'a rien. Non seulement qu'il n'y a rien, personne ne demande.

ST: Vous l'avez cherché au sein du Comité Stop Nogent?

BB: Oui, on a été XXX.

RB: On voulait avoir l'efficacité des éoliennes au Sud. On aurait aimé savoir la puissance qui était installée, on a eu un RDV avec un type, on lui a expliqué le problème, qu'on voulait avoir l'efficacité de toutes les éoliennes en France. Quand on s'est pointé, le type ne nous a pas reçu, il n'était pas libre etc. Donc on s'est retrouvé dans une espèce de bibliothèque, au bibliothécaire on lui

dit efficacité. Il dit, qu'est ce que ça veut dire? Il a tapé sur son ordinateur, il n'a rien trouvé [rires].

BB: C'est ça dont on ne parle pas.

RB: Je suis assez optimiste avec l'EPR, c'est une bonne chose, parce que si on regardait le contrat avec la Finlande que l'Areva a passé, en huit mois, ils ont pris un an de retard. Donc il y a un problème financier qui est en train de se poser. Les Chinois ne veulent pas d'EPR parce que les Chinois demandent non seulement l'EPR mais aussi la technologie. On n'est pas foutu de la donner parce qu'on ne l'a pas. On n'en a construit aucun. Autrement dit, l'affaire de Finlande est un désastre financier donc on a commencé à parler de l'Areva. L'Areva a commencé à prendre des dispositions financières pour tenir compte des finalités qui vont y avoir. L'échec de Superphénix était la fin des surgénérateurs. Donc si l'EPR c'est un échec, ça peut être la fin du nucléaire. [rires]

ST: Merci beaucoup.